

Économie de l'élevage



DOSSIER
MARCHÉ MONDIAL

**PRODUITS
LAI TIERS**

Année 2015
Perspectives 2016
N°469 - Juin 2016
18 €



MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS LAITIERS Sous le flot de l'Europe du Nord

OCÉANIE
Des producteurs impactés par la longueur de la crise

MERCOSUR
Dynamisme des échanges au sein de la région

ASIE
Des importations globalement stables

UNION EUROPÉENNE
Scindée en deux blocs par l'embargo russe

AMÉRIQUE DU NORD, Repli des États-Unis sur le marché nord-américain dynamique

MÉDITERRANÉE
Reflux des importations

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : BOUYSSIÈRE Sébastien, CARLIER Marie, CHAMPION Fabien, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, DANIEL Margaux, MILET Germain, RICHARD Mélanie, YOU Gérard.

CNIEL : GUYONNET Béranger, PILET Véronique, ROUYER Benoît.

Nous remercions la Direction Économie et Territoires du CNIEL pour sa contribution à la rédaction de la partie marchés (pages 5 à 7) et des événements majeurs dans l'industrie laitière en 2015

Ce Dossier Économie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar) et de la Confédération Nationale de l'Élevage.

Marchés mondiaux des produits laitiers

Sous le flot de l'Europe du Nord

2015 a confirmé le formidable potentiel laitier de l'Union européenne. Depuis avril 2015, une vague de lait déferle d'Europe du Nord, insensible à la chute du prix du lait. Désormais hors de contrôle, le dynamisme laitier européen a pesé sur l'équilibre des marchés mondiaux des produits laitiers, même si les autres grands bassins laitiers excédentaires (Argentine, États-Unis, Océanie) ont à l'inverse plutôt levé le pied. La croissance de la production a été contrainte aux États-Unis par les conditions climatiques défavorables dans l'Ouest. Elle a été stoppée net en Océanie, où les éleveurs ont réagi, notamment en Nouvelle-Zélande, à de fortes chutes du prix du lait. En somme, la production laitière des cinq premiers exportateurs, qui approvisionnent 80% du marché mondial, a progressé modérément, mais encore trop rapidement.

Car la demande internationale est restée peu vigoureuse, malgré la faiblesse des cours. La Chine, toujours le 1er importateur mondial, a réduit ses importations d'ingrédients secs pour cause de disponibilités intérieures abondantes (stocks conséquents accumulés en 2014 et reprise de la production intérieure). La Russie a prolongé l'embargo sur les produits laitiers européens et étatsuniens qui crée une situation de pénurie à peine atténuée par le dynamisme des expéditions biélorusses. De plus, la chute des cours de l'énergie se répercute sur la demande russe, comme sur celles d'autres grands pays importateurs (Algérie, Venezuela...).

Malgré les achats croissants de nombreux pays émergents d'Asie de l'Est et du Sud-Est, les échanges internationaux n'ont que faiblement progressé, insuffisamment pour absorber tous les ingrédients supplémentaires fabriqués en Europe et secondairement en Océanie. Les stocks de produits de report (poudre maigre et dans une moindre mesure beurre) ont continué de gonfler en premier lieu en Europe, même si la dépréciation de l'euro a favorisé les exportations.

Au 1^{er} semestre, 2016, le flot laitier européen ne faiblit pas alors que la plupart des élevages européens, mais aussi océaniques produisent à perte avec un prix du lait qui ne couvre plus leurs coûts de production. Cette situation détruit de la valeur et exacerbe la concurrence entre éleveurs, entre bassins, mais aussi entre filières. Elle risque de provoquer des arrêts et des faillites en cascade de nombreux éleveurs, en premier lieu dans les pays où les États et les filières ne peuvent les soutenir longtemps. Cette crise laitière met en lumière le rôle central de l'UE dans l'équilibre des marchés mondiaux et démontre, au lendemain de la suppression des quotas, la pertinence d'outils de régulation publics forts.

SOMMAIRE

2/ LES MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS LAITIERS

Déprimés par l'afflux de lait européen et la croissance modeste de la demande mondiale

26/ MERCOSUR

Dynamisme des échanges au sein de la région

30/ EUROPE

Scindée en deux blocs par l'embargo russe

10/ OCÉANIE

Des producteurs impactés par la longueur de la crise

34/ MÉDITERRANÉE

Reflux des importations

14/ ASIE

Des importations globalement stables

20/ AMÉRIQUE DU NORD

Repli des États-Unis sur le dynamisme marché nord-américain

1

LES MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS LAITIERS



Déprimés par l'afflux de lait européen et la croissance modeste de la demande mondiale

En 2015, la production laitière mondiale a progressé plutôt modérément, mais encore trop rapidement face à une demande mondiale encore moins dynamique. L'Union européenne est le principal responsable de l'excès d'offre qui a obligé les transformateurs à fabriquer davantage de beurre et de poudre maigre qui a alimenté les stocks de report et provoqué l'effondrement des marchés. Les échanges internationaux ont certes progressé, mais plus faiblement qu'en 2014, et insuffisamment pour absorber tout le surplus d'offre, en raison de la chute des achats des trois principaux importateurs (Chine, Russie et Algérie).

PRODUCTION MONDIALE

Estimée à 802 millions de tonnes toutes espèces confondues, la production laitière mondiale a progressé modérément de 1,7% en 2015 (+13 millions de tonnes) selon nos estimations, moins qu'en 2014 (+2,6%) mais plus qu'en 2013 (+1,2%).

L'essentiel de la croissance de la production laitière repose sur celle de vache (+9 millions de tonnes) qui représente 82,5% de la production mondiale totale. Cependant, depuis 2000, elle a progressé moins vite (+34%) que celle des autres ruminants, brebis, chèvres ou bufflonnes (+57%).

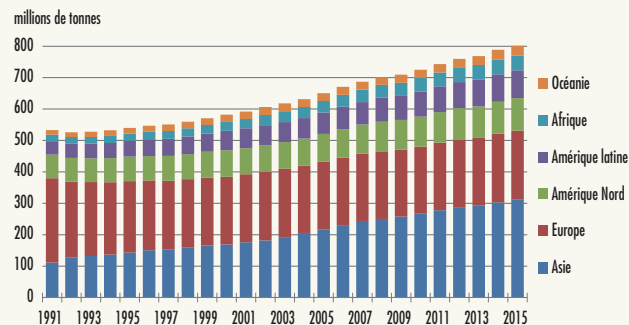
Croissance forte en Asie

L'Asie joue encore un rôle central dans la croissance de la production laitière mondiale, avec +9 millions de tonnes de lait supplémentaires en 2015 (+3% /2014). Sa contribution à la croissance mondiale est remontée à 66% en 2015 après avoir fléchi à 50% en 2014, devant le continent européen (+2 millions de tonnes de lait).

Le continent asiatique, Chine en tête, a absorbé à lui seul, 58% des échanges internationaux en 2015 selon la FAO, pour couvrir un déficit estimé à 33 millions de tonnes équivalent lait. Le degré d'autosuffisance de l'Asie s'est stabilisé à 90% en 2015, sous l'effet d'un ralentissement des importations, après avoir connu un effritement ininterrompu depuis le début du nouveau millénaire.

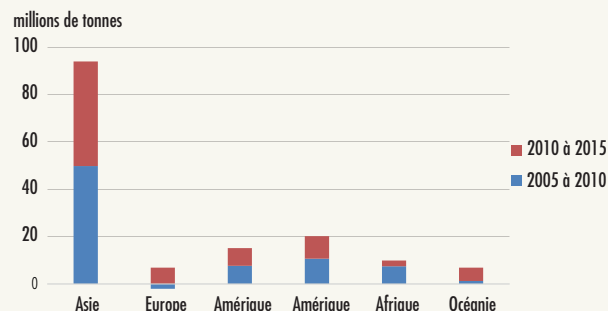
Malgré cela, la consommation moyenne par habitant y demeure faible, estimée à 78 litres en 2015, avec de grands écarts selon les pays et les catégories sociales. Elle a faiblement progressé de moins de 1 l par habitant en 2015, après un rythme plus soutenu entre 2010 et 2014 impulsé alors par la Chine.

PRODUCTION LAITIÈRE DANS LE MONDE



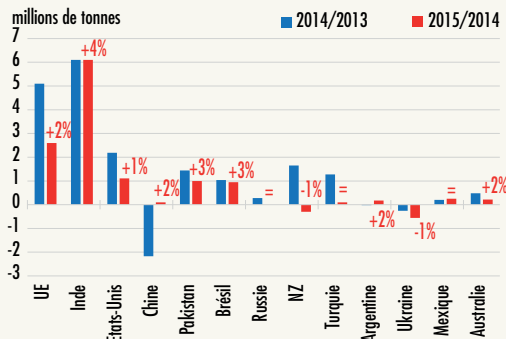
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO & FIL

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION SELON LES CONTINENTS



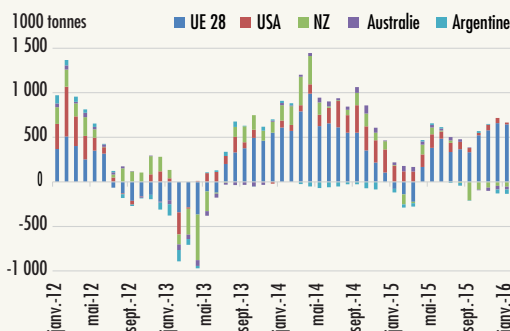
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PAYS



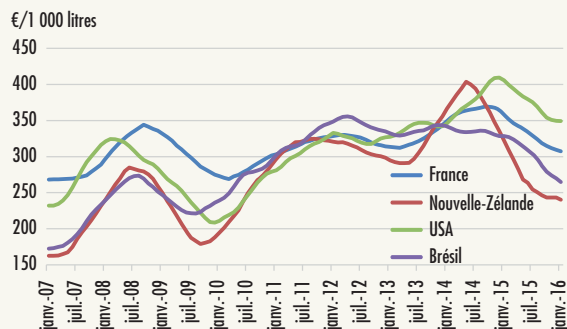
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DES 5 PRINCIPAUX EXPORTATEURS (ARGENTINE, AUSTRALIE, ÉTATS-UNIS, NOUVELLE-ZÉLANDE, UE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Sources nationales

PRIX DU LAIT STANDARD À LA PRODUCTION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Sources nationales

Croissance modérée en Amérique

En **Amérique du Sud**, la production connaît des évolutions contrastées : croissance au Brésil et en Argentine, tassement en Uruguay. Ce sous-continent est globalement autosuffisant grâce à l'Argentine et à l'Uruguay, avec une consommation moyenne plutôt importante (170 litres/hab.)

En **Amérique du Nord**, la production a progressé modestement (+1%) aux États-Unis, malgré le dynamisme de la demande intérieure qui a bénéficié de la reprise économique (255 litres/hab.). En revanche, l'Amérique centrale, Mexique en tête, est toujours plus déficitaire en produits laitiers qui sont surtout importés des États-Unis.

La production laitière piétine toujours en **Afrique** (47 millions de tonnes) où elle est encore essentiellement autoconsommée et toujours difficile à évaluer. Elle ne suit pas la demande plutôt soutenue en Afrique du Nord, ni le dynamisme démographique de ce continent. Ainsi, malgré des importations croissantes, estimée à 10 millions de tonnes de lait, la consommation moyenne par habitant tend à reculer (de 50 litres en 2010 à 40 litres en 2015).

Ce continent demeure déficitaire à hauteur de 15% de sa demande. Ce sont les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte) qui importent l'essentiel, suivis de l'Afrique de l'Ouest, Nigeria en tête.

Rebond de la production en Europe

En **Europe du Nord et de l'Ouest**, la production laitière a progressé plus modérément qu'en 2014. Elle a été stabilisée en Russie, et a encore décliné en Ukraine. Elle est revanche très dynamique en Biélorussie. Le continent accroît ainsi son excédent de production (de 105% en 2010 à 110% en 2015) avec une consommation globalement mature (en moyenne à 265 litres équivalent lait/habitant).

En **Océanie**, la production a été globalement stationnaire à 31,7 millions de tonnes de lait, malgré des conditions climatiques plutôt favorables (pluviométrie) en Australie comme en Nouvelle-Zélande.

Croissance moins rapide de la production dans les grands bassins exportateurs

Les cinq principaux bassins laitiers exportateurs (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE), qui approvisionnent 80% du marché mondial, ont ensemble contribué à hauteur de 30% à la croissance mondiale (contre 50% en 2014) alors qu'ils fournissent 35% de la production mondiale. L'UE a été le principal moteur (+3,3 millions de tonnes de lait de vache en 2015) suivie des États-Unis (+1,1 million de tonnes). Leur collecte cumulée a stagné au 1^{er} trimestre, puis a rebondi de 2,5% /2014 au 2^{ème} trimestre pour rester ensuite dynamique (+2,5% /2014) au 2nd semestre, malgré la dégradation du prix du lait.

En Océanie, les éleveurs ont subi, notamment en Nouvelle-Zélande, une chute drastique du prix du lait, tombé à 220 €/1 000 l début 2016, qui a mis en difficulté les exploitations laitières très endettées.

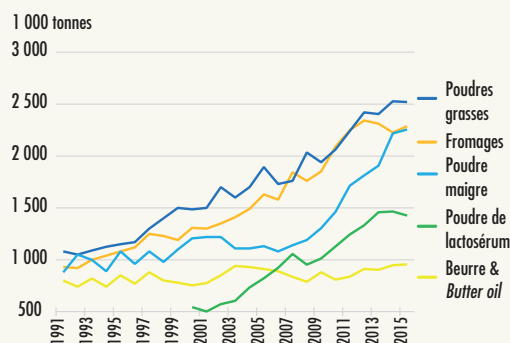
Aux États-Unis, la fermeté du marché intérieur a nettement limité la baisse du prix du lait. Le prix du lait de classe III (destiné à la production de fromages) a reculé de 30% par rapport à 2014 mais reste proche des 400 USD/t (360 €/t). La collecte étatsunienne a ralenti au 2nd semestre 2015, sous l'effet d'une accentuation du recul de la production californienne, affectée par la sécheresse et d'un moindre dynamisme dans certains États du Centre et de l'Est. Fin 2015, elle dépassait à peine le haut niveau de 2014.

Dans l'UE, la production laitière a été dynamique, malgré la dégradation du prix du lait. L'abolition des quotas laitiers a provoqué un afflux de lait à partir d'avril dans presque tous les pays, en premier lieu ceux d'Europe du Nord qui s'étaient préparés de longue date à cette échéance.

DEMANDE ET ÉCHANGES MONDIAUX

En 2015, les échanges internationaux en ingrédients laitiers ont peu progressé, nettement moins vite que la collecte dans les principaux bassins excédentaires qui approvisionnent le marché mondial. L'offre surabondante en ingrédients laitiers a plombé les marchés et gonflé les stocks des fabricants.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO & FIL

Croissance insuffisante des échanges internationaux

Le fort supplément de collecte dans les bassins excédentaires a été principalement transformé en ingrédients laitiers (beurre, poudres de lait) et secondairement en fromages.

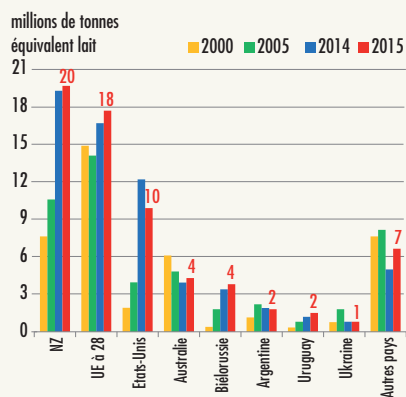
Les disponibilités abondantes en ingrédients laitiers n'ont été que partiellement commercialisées sur le marché mondial. Estimés à 65,5 millions de tonnes équivalent lait sur l'année 2015, les échanges internationaux (hors commerce intra-UE) ont progressé modérément, tout au plus de +1 million de tonnes (+1,5% /2014), soit moitié moins vite qu'en 2014. Les échanges ont surtout augmenté au 2nd semestre 2015, après avoir stagné au 1^{er} semestre 2015.

Ce sont surtout les échanges de fromages et de poudre maigre qui ont progressé (respectivement +3% /2014 et +2%), tandis que ceux de beurre et de poudres grasses ont peu varié et que ceux de poudre de lactosérum ont sensiblement fléchi (-3% /2014).

Les deux exportateurs majeurs ont fourni l'essentiel des expéditions supplémentaires : +1,0 million de tonnes équivalent lait par l'UE et +0,4 million de tonnes par la Nouvelle-Zélande. L'UE a surtout intensifié ses expéditions de poudre maigre et de beurre, la Nouvelle-Zélande celles de fromages et de poudre maigre. Les expéditions étatsuniennes ont en revanche fléchi de 20%, à 10 millions de tonnes équivalent lait sous l'effet d'une croissance ralentie de la collecte et d'une demande intérieure dynamique. L'Australie, qui a aussi accru ses ventes, est désormais talonnée par la Biélorussie. Suivent loin derrière trois autres fournisseurs (6% des échanges internationaux) dont l'influence est plutôt régionale.

Les trois principaux importateurs (Chine, Russie, Algérie) sont responsables du ralentissement de la croissance des échanges internationaux. Ils ont fortement réduit leurs achats, de 17% /2014 pour l'Algérie à 30% pour la Chine et la Russie. Ensemble ils ont absorbé moins de 20% des échanges internationaux (25% en 2014). En revanche, le Mexique et de nombreux pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont accru leurs importations.

PRINCIPAUX EXPORTATEURS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FIL & FAO

Consommation mondiale peu dynamique

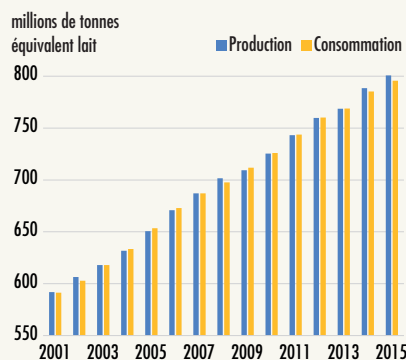
La baisse du prix du lait et des produits laitiers n'a pas pour autant stimulé la demande mondiale. Estimée par bilan, la consommation mondiale de lait a plutôt progressé moins vite qu'en 2014, tout au plus de +1,4%. Ainsi avec une croissance démographique qui ne mollit pas (+1,1% /2014), elle n'a augmenté en moyenne que de 1/2 litre par habitant, à 109,5 litres équivalent en 2015. Comme en 2014, la demande mondiale (solvable) a progressé sensiblement moins vite que la production mondiale, respectivement de +11 et +13 millions de tonnes de lait.

Des surplus croissants

Confrontés à une demande insuffisante, les transformateurs laitiers européens et secondairement océaniques, ont été obligés de stocker une bonne part des fabrications supplémentaires de produits de report (beurre, poudre maigre et fromages ingrédients). Estimé à 5 millions de tonnes équivalent lait selon ATLA, ce surplus a gonflé les surstocks accumulés au 2nd semestre 2014, portant le tout à près de 8 millions de tonnes équivalent lait fin 2015.

Ce surplus mondial de lait, équivalent à 1% de la production annuelle mondiale, peut paraître faible. Il a cependant eu un effet levier considérable sur les cours des ingrédients laitiers, entre 2013 et 2015. Ceux-ci amorceront leur redressement dès lors que la collecte mondiale de lait égalera la demande mondiale, voire deviendra inférieure à celle-ci.

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES

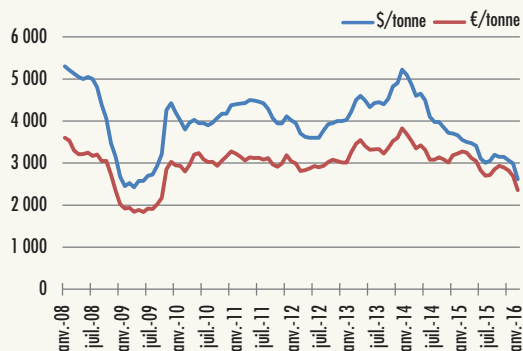


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FIL & FAO

MARCHÉ DES FROMAGES

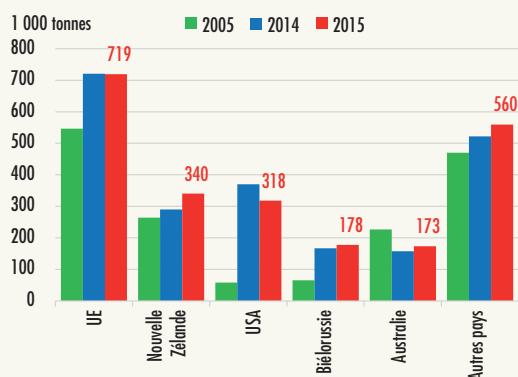
Malgré la prolongation de l'embargo russe, les échanges mondiaux de fromages repartent à la hausse en 2015. La Nouvelle-Zélande est offensive sur ce marché, qu'elle avait quelque peu délaissé au cours des dernières années.

COURS MONDIAUX DU CHEDDAR



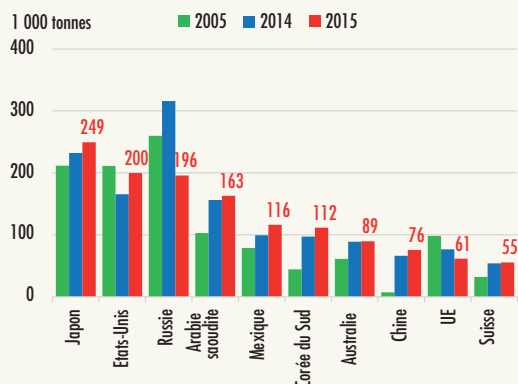
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA et InfoEuro

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE FROMAGES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE FROMAGES*



*fromages à base de matières grasses végétales exclus
Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

+ 3%,

C'est la hausse des échanges mondiaux de fromages en 2015, malgré la prolongation de l'embargo russe.

En baisse régulière et ininterrompue depuis le début 2014, le cours du cheddar s'était stabilisé à un niveau bas en fin d'année 2015. La chute du cours observée depuis deux ans est due à un double effet : le fort dynamisme des fabrications mondiales et la fermeture du marché russe. En début d'année 2016, la baisse des prix mondiaux s'est poursuivie. En effet, l'arrivée du pic saisonnier de collecte en Europe, en parallèle à la saturation de certains outils de séchage, a entraîné une hausse des fabrications fromagères fin 2015 qui s'est poursuivie début 2016, pesant sur l'équilibre fragile entre l'offre et la demande.

La production mondiale de fromages est estimée en hausse de 1,7% en 2015, principalement du fait de l'accroissement des fabrications européennes et étatsuniennes. L'UE reste le 1^{er} producteur mondial de fromage, avec plus de la moitié des volumes fabriqués dans le monde.

L'UE maintient ses exportations, malgré la prolongation de l'embargo russe

Après une année 2014 marquée par la déclaration, en août, par la Russie d'un embargo sur ses importations de fromages et de produits laitiers, les échanges mondiaux de fromages ont progressé en 2015, malgré la prolongation de cet embargo sur les produits laitiers fabriqués aux États-Unis, en Australie et dans l'UE.

Les États-Unis ont connu en 2015 une forte hausse de leur demande intérieure que l'accroissement des fabrications nationales n'a pu satisfaire. Ils ont d'un côté réduit leurs exportations de fromages de 14% par rapport à 2014 et de l'autre accru de 21% leurs importations.

L'UE a maintenu ses exportations de fromages en 2015, première année entière sous embargo russe. Elle a profité de la baisse de la concurrence des États-Unis sur le marché mondial et du renforcement de sa compétitivité permise par la baisse de l'euro face au dollar. L'UE a ainsi développé ses exportations vers de nombreux pays, en particulier vers les États-Unis et l'Asie.

La Nouvelle-Zélande a fortement accru ses exportations de fromages en 2015 (+17% par rapport à 2014). Cet essor a été permis par la hausse de la demande aux États-Unis et en Chine.

L'embargo russe sur les fournitures occidentales a clairement profité à la Biélorussie, dont les exportations ont progressé de 7% en 2015 après avoir bondi de près de 20% en 2014.

Le Japon devient le premier importateur mondial de fromages

Le Japon est devenu en 2015 le 1^{er} importateur mondial de fromages. Il a accru ses achats de 7%, pour satisfaire la hausse de sa demande intérieure et compenser le retrait des fabrications nationales. Ce qui a profité à l'UE et l'Australie, d'autant que la concurrence étatsunienne a reculé sur ce marché.

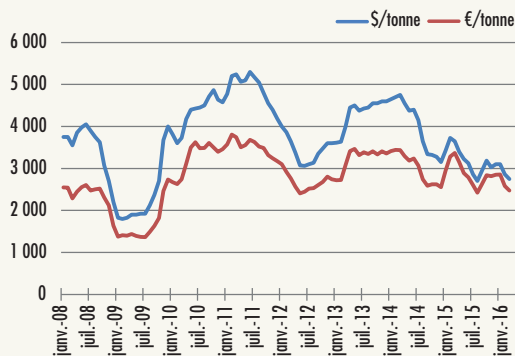
La dévaluation du rouble, la forte inflation et l'embargo décrété envers ses principaux fournisseurs ont entraîné une forte baisse des importations russes de fromages. Elles ont été divisées par deux entre 2013 et 2015, quand dans le même temps la production nationale, selon la FAO et l'OCDE, est restée stable. Les consommateurs russes se tournent dorénavant vers des produits plus accessibles entraînant une hausse des fabrications d'ersatz de fromages produits à partir de poudre de lait écrémé et d'huile de palme.

Après deux ans de déséquilibre, le marché des fromages semblait avoir trouvé un certain équilibre fin 2015. Cependant la collecte mondiale toujours en hausse début 2016, en particulier dans l'Union européenne, restent des ferments de déstabilisation.

MARCHÉ DU BEURRE

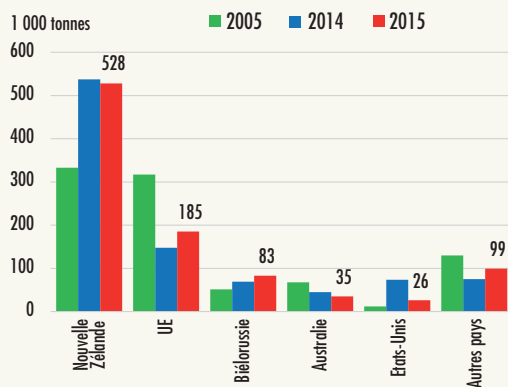
Le marché du beurre retrouve un certain équilibre. Face à des disponibilités en hausse, l'Union européenne renforce sa position sur le marché mondial au détriment du leader, la Nouvelle-Zélande.

COURS MONDIAUX DU BEURRE



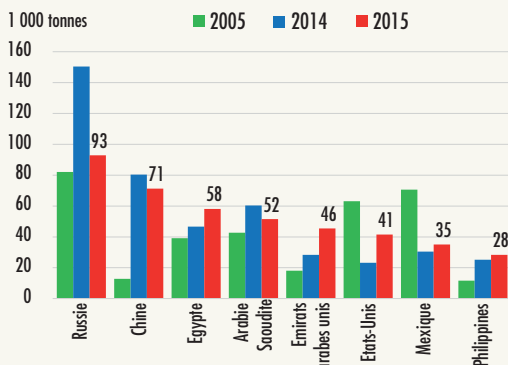
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE BEURRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE BEURRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

950 000 tonnes,

Ce sont les volumes de beurre et de matières grasses laitières échangés sur le marché mondial en 2015.

Les cours ont connu une légère hausse début 2015 suite à l'annonce d'une sécheresse en Océanie et à un repli très momentané de la production en Europe motivé par le souci de limiter les pénalités de dépassement de quota dans une dizaine d'États-membres. Cependant la reprise de la collecte au sein de l'Union européenne et El Niño n'ayant pas eu les effets escomptés sur la production laitière, les prix du beurre ont finalement retrouvé leur niveau de fin 2014 à la mi 2015. Fin 2015, ils se sont stabilisés aux alentours de 3 000 USD la tonne. Le cours du beurre est reparti à la baisse début 2016 à l'approche du pic saisonnier de la collecte en Europe.

L'Inde conforte sa place de premier producteur mondial

La production mondiale de beurre et autres matières grasses laitières est estimée à plus de 10 millions de tonnes en 2015, en hausse de 2% par rapport à 2014. L'essentiel de la croissance est dû à l'Inde, 1^{er} producteur mondial, et aux États-Unis. Après avoir stagné entre 2011 et 2014, la production étatsunienne a en effet rebondi en 2015 (+7%), tirée par une demande intérieure très dynamique.

La demande étatsunienne en forte hausse

Malgré la prolongation de l'embargo russe, le marché mondial de la matière grasse laitière s'est stabilisé en volume en 2015 après avoir augmenté en 2014. La chute des importations russes (-40%/2014) a en partie été comblée par la hausse des importations de l'Égypte (+25%), des Émirats Arabes Unis (+60%) et des États-Unis (+79%). Pour la première fois depuis 2007, les États-Unis ont été importateurs nets de matière grasse laitière en 2015 : la hausse de leur production de 7% n'a pas permis de satisfaire la demande intérieure croissante, suite à la réhabilitation de la matière grasse laitière.

L'Union européenne et la Biélorussie, 2^{ème} et 3^{ème} exportateurs mondiaux, ont accru leurs expéditions de respectivement 25% et 20% en 2015. Parallèlement, la Nouvelle-Zélande a légèrement diminué ses expéditions (-2% par rapport à 2014), mais reste de loin le 1^{er} exportateur, fournissant 55% des échanges mondiaux de matière grasse laitière. La hausse des ventes néozélandaises vers le Mexique et les Émirats Arabes Unis n'a pas permis de compenser la chute de ses envois vers l'Iran, les États-Unis et la Russie.

Pour la deuxième année consécutive, l'UE renforce sa position en fournissent près de 20% des échanges mondiaux de matière grasse laitière (hors échanges intra-européens). Elle a profité du recul des ventes néozélandaises pour renforcer ses positions sur le marché chinois en y exportant une partie des volumes de matière grasse laitière qui était précédemment destinés à la Russie. Dans le même temps, l'UE a diminué ses importations de moitié entre 2014 et 2015.

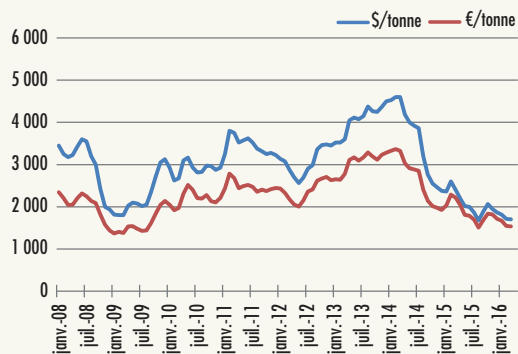
Les stocks mondiaux ont légèrement augmenté en 2015 après la forte hausse de 2014. Les stocks russes auraient fortement diminué, mais cette baisse aurait été plus que compensée par la hausse des stocks néozélandais, européens et étatsuniens.

Le développement de la demande mondiale de beurre a permis au marché de garder un certain équilibre en 2015. Le dynamisme de la collecte dans les principales zones exportatrices, en particulier en Europe, entraîne cependant un déséquilibre sur le marché de la matière grasse laitière et provoque une nouvelle baisse des cours mondiaux du beurre sur les premiers mois de 2016.

MARCHÉ DE LA POUDRE MAIGRE

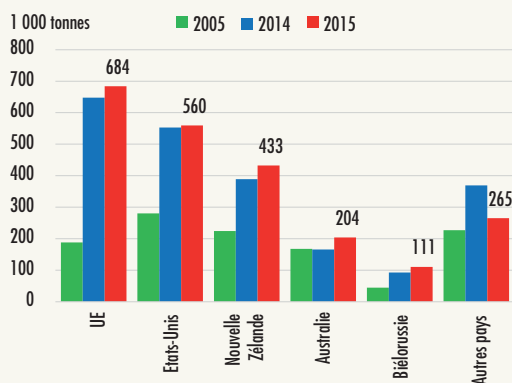
Les fabrications de poudre maigre ont bondi face à l'afflux de lait dans les grands bassins laitiers excédentaires, en particulier au sein de l'Union européenne. Les échanges internationaux ont été relancés, mais n'ont pas absorbé tout le supplément de production.

COURS MONDIAUX DE LA POUDRE MAIGRE



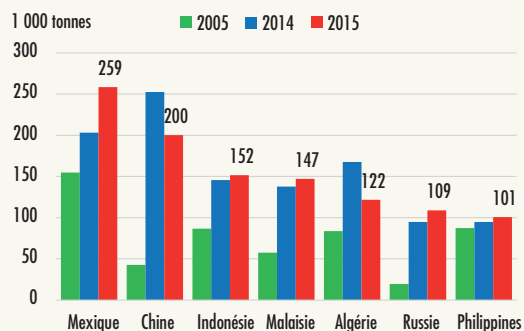
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRE MAIGRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRE MAIGRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

2,1 millions de tonnes,

C'est le volume de poudre maigre échangé sur le marché mondial en 2015.

Contrairement au prix du beurre, le cours de la poudre maigre s'est dégradé tout au long de l'année 2015. Un léger rebond a été observé en début d'année 2015 lorsque les opérateurs du marché anticipaient un événement El Niño et des effets sur la production laitière en Océanie. Le phénomène climatique n'a pas eu les effets attendus et les cours sont repartis à la baisse. La chute a été accélérée par le fort dynamisme de la collecte au sein de l'Union européenne suite à la fin des quotas laitiers au 1^{er} avril 2015.

Production mondiale toujours en hausse

La production mondiale de poudre maigre a continué de progresser en 2015. Celle des cinq principaux fabricants (UE, États-Unis, Inde, Nouvelle-Zélande et Australie) a crû de 2% /2014, mais inégalement. L'UE, premier producteur mondial, a augmenté ses fabrications de 8% face à l'accroissement de sa collecte en 2015 et à la prolongation de l'embargo russe : le lait destiné à la fabrication de fromages pour ce marché ayant été séché. L'Australie a également augmenté ses fabrications de poudre maigre (+15%), renforçant sa spécialisation, au détriment des poudres grasses. Les États-Unis, 2^{ème} producteur mondial, ont quant à eux diminué leurs fabrications de 3% pour privilégier celles de beurre et de fromages, dont la demande interne est en hausse.

Le Mexique redevient le 1^{er} importateur mondial

La demande mondiale de poudre maigre est restée dynamique en 2015 (+2% /2014), malgré la réduction de 20% des achats de la Chine due à d'abondants stocks, suite aux achats conséquents réalisés début 2014. Cette réduction a été plus que contrebalancée par le développement de la demande mexicaine qui a bondi de 27% en 2015. Le Mexique est ainsi redevenu le 1^{er} acheteur mondial de poudre maigre devant la Chine. La zone Asean a également tiré la demande mondiale, avec un accroissement de ses importations de 10% en 2015. Après un creux en 2014, les achats russes sont repartis à la hausse en 2015.

Des exportations croissantes

La concentration des fournisseurs de poudre maigre se poursuit. Les cinq principaux exportateurs (UE, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie et Biélorussie) ont, à l'exception des États-Unis, accru leurs expéditions et fourni près de 90% des échanges mondiaux en 2015.

L'UE a conforté sa place de leader, en augmentant ses exportations de 6%, aidée par une parité euro/dollar particulièrement favorable. Cette hausse n'a cependant pas permis à l'UE d'écouler l'ensemble de ses fabrications et les stocks de poudre ont bondi en 2015, entraînant une mise à l'intervention publique à partir du 2nd semestre 2015.

La Nouvelle-Zélande a augmenté ses exportations de 11% en 2015 en dépit d'une baisse notable de ses fabrications, ce qui lui a permis de réduire les stocks accumulés en 2014.

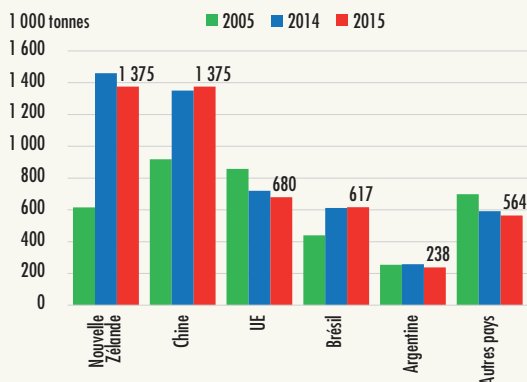
Les cours continuent de se dégrader début 2016.

La collecte est toujours dynamique, particulièrement en Europe, entraînant une hausse des fabrications supérieures à l'évolution de la demande. Le plafond des volumes pouvant être mis à l'intervention publique a ainsi été doublé au sein de l'UE, les mises à l'intervention massives au 1^{er} trimestre ayant difficilement stabilisé les cours juste sous le prix d'intervention.

MARCHÉ DES POUDRES GRASSES

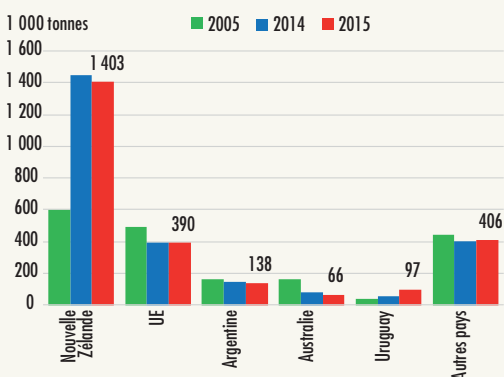
Malgré des fabrications de poudres grasses en baisse en 2015 mais les échanges se sont quasi-maintenus. La Nouvelle-Zélande a maintenu sa suprématie malgré des envois en baisse tandis que l'UE a stabilisé ses expéditions.

PRINCIPAUX FABRICANTS DE POUDRES GRASSES



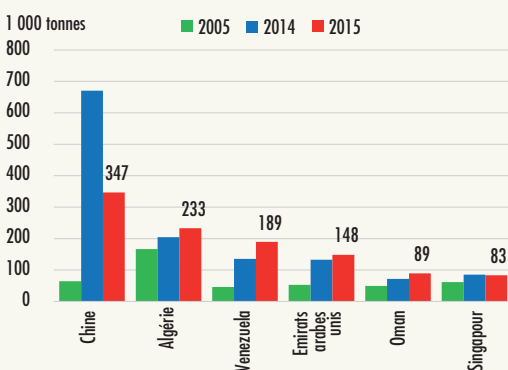
Source : CNIEL d'après OCDE FAO, USDA

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRES GRASSES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRES GRASSES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

52%,

C'est la part des fabrications mondiales de poudres grasses échangée sur le marché mondial.

Effondrement des cours

Le marché de la poudre de lait entier a continué de se dégrader sur l'année 2015 en raison de la surproduction. En Océanie, la cotation a reculé de 20% entre janvier et août 2015, puis s'est légèrement appréciée à 2 250 \$/t en fin d'année sous l'effet d'une sensible reprise des échanges internationaux. Au plus haut en 2013, la cotation moyenne annuelle a ainsi chuté de 47% en deux ans, à 2 500 \$/t en 2015.

Tassement des fabrications mondiales

Estimées à 4,85 millions de tonnes en 2015, les fabrications mondiales de poudres grasses ont légèrement reflué (-3% /2014). Elles ont surtout reculé en Nouvelle-Zélande (-6% /2014) où Fonterra disposait début 2015 de stocks exceptionnellement élevés suite à la forte chute de la demande chinoise. Avec des fabrications ramenées à 1,375 million de tonnes, la Nouvelle-Zélande a fait jeu égal avec la Chine dont la production a progressé modérément (+2% /2014). Ensemble ces deux pays ont réalisé 55% des tonnages mondiaux, loin devant l'UE (14% des volumes) dont les fabrications ont aussi reculé (-6% /2014), et le Brésil (13%).

Des échanges quasi stables, malgré le retrait chinois

Les échanges internationaux de poudres grasses n'ont que légèrement reculé (-1% /2014), malgré la chute des importations chinoises, divisées par deux à 347 000 t en 2015. La plupart des autres grands pays importateurs ont en effet accru leurs achats : l'Algérie (+14% /2014), le Venezuela (+40%), les Emirats arabes unis (+12%), Oman (+24%). Les flux ont notamment progressé vers de nombreux pays d'Asie du Sud-Est où la demande est très sensible au prix, redevenu très attractif.

Suprématie de la Nouvelle-Zélande

Premier exportateur mondial avec 56% de parts de marché, la Nouvelle-Zélande a sensiblement réduit ses envois (-3% /2014), pénalisée par la chute de ses ventes sur la Chine qui demeure de loin son premier client. Elle a tout de même diversifié ses débouchés et renforcé ses positions en Asie du Sud-Est, en augmentant ses ventes au Viet Nam, à Hong Kong, au Sri Lanka, au Bangladesh, en Malaisie...

L'UE a stabilisé ses exportations annuelles à 390 000 t, faute de compétitivité suffisante face aux poudres océaniques. Seul l'Uruguay a nettement accru ses expéditions (+67% /2014), tirant profit de la forte demande brésilienne et du retrait de l'Argentine. L'appréciation du dollar et la pénurie de matière grasse laitière aux États-Unis ont stoppé net le dynamisme des exportations étatsuniennes qui ont chuté de 36% /2014 à 35 000 t.

2016, année lourde et incertaine

Les stocks des entreprises dans les deux grands pays exportateurs sont plus en phase avec la demande. Les échanges internationaux se maintiennent. Mais, de grands pays pétroliers, l'Algérie, le Venezuela, risquent de réduire leurs achats faute de recettes pétrolières, même si les cours restent bas. L'équilibre du marché dépendra pour une bonne part de l'évolution des achats chinois (reprise ou non ?), mais aussi de l'ampleur de la reprise de la production laitière à partir du printemps austral en Nouvelle-Zélande.

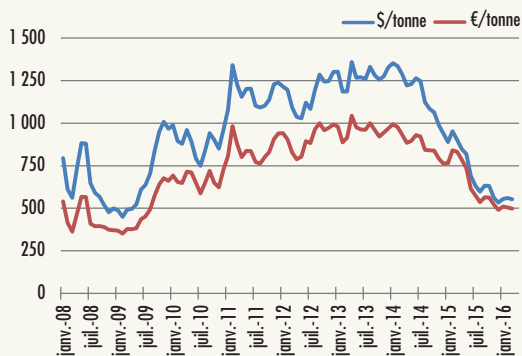
MARCHÉ DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM

Les échanges internationaux de poudre de lactosérum ont marqué le pas, malgré la progression des achats chinois, et l'UE a renforcé ses positions aux dépens des États-Unis. L'excédent d'offre a précipité la chute des cours.

1,43 million de tonnes,

Ces sont les volumes de poudre de lactosérum échangés sur le marché international en 2015.

COURS MONDIAUX DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

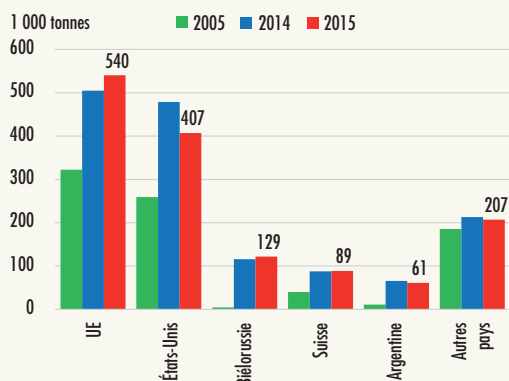
Forte dépréciation des cours

Le prix de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale en Europe de l'Ouest a décroché de 36% entre le début et la fin 2015, après avoir déjà reculé de 23% en 2014. Tombée à 490 €/t en décembre 2015, la cotation française a perdu la moitié de sa valeur en deux ans, entraînée par les cours des protéines laitières. Aux États-Unis, la cotation, qui a chuté de 65% en deux ans, est tombée à 469 USD/t en novembre 2015. Depuis, elle a certes repris 19% à 557 USD/t en mars 2016, mais elle reste déprimée.

Croissance modeste des fabrications

Les fabrications de poudre de lactosérum ont pourtant peu progressé, notamment dans les deux principaux bassins de production, l'UE et les États-Unis qui fabriquent 75 à 80% de la production mondiale. Le lactosérum est essentiellement un coproduit du fromage et les disponibilités sont donc fortement corrélées. Les fabrications dans les autres grands pays fromagers ont globalement peu varié : léger recul en Argentine et en Australie, petite hausse en Suisse, en Biélorussie...

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRE DE LACTOSÉRUM



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

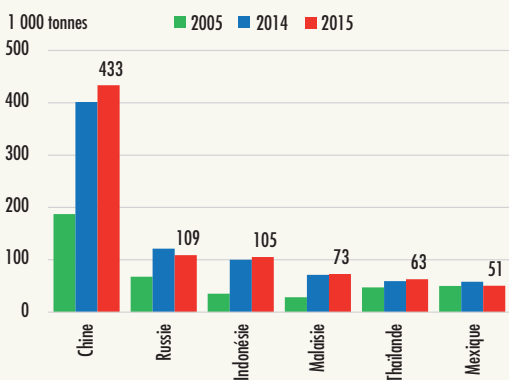
Tassement des échanges internationaux

Estimés à 1,43 million de tonnes en 2015, les échanges internationaux de poudre de lactosérum ont sensiblement marqué le pas (-3% /2014), en raison notamment de l'embargo russe, après une longue période de croissance, entre 2008 en 2013, suivie d'une année de stabilisation en 2014.

L'Union européenne a conforté sa position de 1^{er} exportateur mondial (+7% /2014 à 537 000 t), devant les États-Unis qui, à l'inverse, ont moins exporté (-15% à 407 000 t), pour cause de moindre compétitivité prix liée à l'appréciation du dollar. Elle a notamment accru ses ventes en Chine, qui est devenue en quelques années son premier débouché.

La Biélorussie a de son côté accru ses expéditions vers la Russie, son client presque exclusif, mais n'a pas intégralement remplacé l'UE et des États-Unis, qui ne peuvent plus commercer avec la Russie depuis l'embargo.

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRE DE LACTOSÉRUM



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & Trade Map

Toujours plus d'importations chinoises

De loin le 1^{er} acheteur mondial, la Chine a accru ses importations de 8% /2014 à 433 000 t. Elle achète toujours plus de poudre de lactosérum européenne, notamment déminéralisée à destination des fabrications de poudre de lait infantile. La plupart des autres pays d'Asie du Sud-Est ont accru leurs importations : Indonésie (+6%), Malaisie (+2%), Thaïlande (+6%), Corée du Sud (+10%). En revanche, le Mexique a réduit ses achats de 13% à 53 000 t, le Canada de 23% à 43 000 t, et le Brésil de 39% à 15 000 t. Enfin les échanges de laits infantiles, contenant de la poudre de lactosérum, ont augmenté de 9% au niveau mondial.

Bond des échanges de caséines

Les échanges internationaux de caséines ont en revanche bondi de 17% à 235 000 t d'après nos estimations. La Nouvelle-Zélande et l'UE, les deux exportateurs majeurs, ont respectivement accru leurs envois de 25% à 108 000 t et de 16% à 89 000 t. Les États-Unis ont stabilisé leurs achats (85 000 t) tandis que la Chine les a accrus de 37% à 21 000 t. De nombreux importateurs très secondaires ont tiré parti de la dégradation des cours (-35% en 18 mois à 5 800 €/t en mars 2016) pour accroître leurs achats.

2

OCÉANIE



Des producteurs impactés par la longueur de la crise

Plutôt résistante dans un premier temps, la production laitière océanienne accuse aujourd'hui le coup. La situation de déséquilibre entre l'offre et la demande mondiale, exceptionnelle par sa longueur, fait aujourd'hui des dégâts considérables dans les élevages et pourrait amputer à terme le potentiel de production océanien, notamment si elle se poursuit sur la prochaine campagne.



NOUVELLE-ZÉLANDE DYNAMIQUE ROMPUE

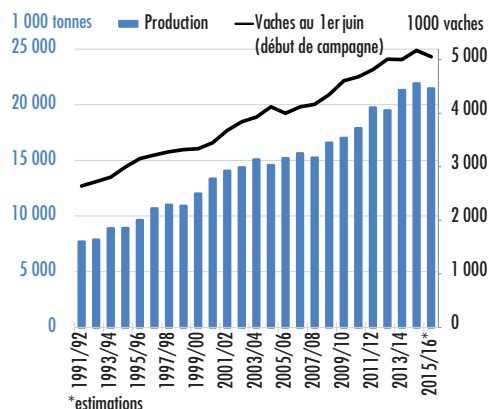
Le cheptel baisse pour la première fois depuis 10 ans

Après avoir bien résisté sur la campagne 2014/2015 (juin à mai), le maintien d'un prix au plus bas pour la seconde année consécutive a fini par casser une dynamique qui ne semblait jusqu'ici freinée que par les accidents climatiques. En début de campagne 2015/2016, le cheptel de vaches laitières s'est inscrit à la baisse pour la première fois depuis 2005, à 5 millions de têtes (moins 120 000 têtes, -2%), retrouvant ainsi le niveau de 2013. D'un côté, certaines banques aurait refusé de renouveler le prêt des éleveurs les plus endettés, aboutissant de fait à des ventes d'exploitations ou à des cessations d'activité. De l'autre, le prix plutôt élevé de la viande a incité nombre d'éleveurs à réformer une partie des femelles. Le potentiel de croissance de la collecte néozélandaise semble ainsi plus durablement impacté que sur la campagne 2012/2013, marquée pourtant par une sécheresse historique.

Une baisse de collecte tardive, mais qui s'intensifie

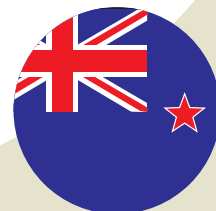
À 21,5 millions de tonnes en 2015, la collecte néozélandaise a finalement peu baissé, de seulement 300 000 tonnes (-1,5% /2014) d'une année sur l'autre. L'évolution a cependant été contrastée sur l'année. Au 1^{er} semestre (fin de la campagne 2014/2015), la collecte a progressé de 1% grâce à des pluies abondantes, propices à une bonne pousse de l'herbe, et des cheptels étoffés. Les agrandissements et les investissements réalisés pendant les deux campagnes précédentes portaient leurs fruits, malgré la conjoncture dégradée. La dynamique s'est rompue au 2nd semestre (début de campagne 2015-2016). La collecte a chuté de près 3% sous l'effet de la baisse du cheptel et des rendements, impactés par une pousse de l'herbe médiocre et une moindre complémentation des rations.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

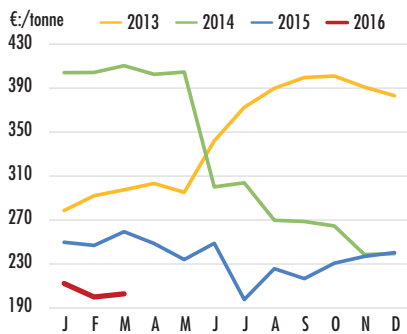


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après DairyNZ et Statistics NZ

2 OCÉANIE NOUVELLE-ZÉLANDE

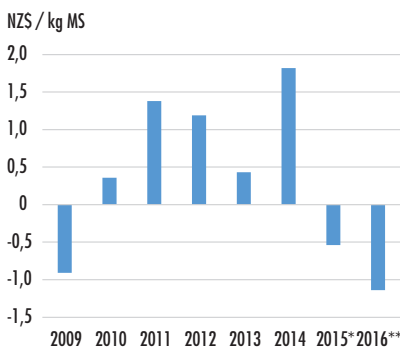


PRIX DU LAIT STANDARD À LA PRODUCTION EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITO

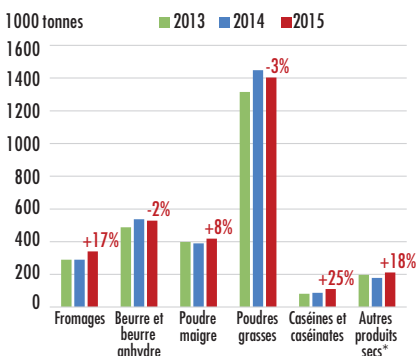
MARGE NETTE DES ÉLEVAGES LAITIERS NÉOZÉLANDAIS



*estimation
**prévision

Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après DairyNZ et USDA

EXPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE



*Caséines, composants naturels du lait, laits infantiles, lactose, poudre de babeurre, poudre de lactosérum

Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Au final, la campagne 2015/2016 devrait s'inscrire en baisse de 2%, malgré l'effet année bissextile.

Un prix du lait au plus bas... et des perspectives moroses

La Nouvelle-Zélande, qui exporte plus de 95% de sa production laitière, est fortement impactée par l'évolution du marché mondial où le prix n'a cessé de plonger depuis le 2nd semestre 2014. En 2015, il s'est établi en Nouvelle-Zélande à 236 €/t en moyenne (soit 375 NZD), 27% sous le niveau de 2014 et 32% sous le niveau record de 2013. Et la situation a empiré début 2016 avec un prix à 205 €/t au 1^{er} trimestre, encore 19% sous le niveau déjà bas du 1^{er} trimestre 2015. En outre, les perspectives semblent encore se dégrader : Fonterra a revu à la baisse le prix moyen prévu pour la campagne 2015/2016, à 3,90 NZD par kg de MSU (4,40 NZD dividendes inclus), alors que le point de rupture des élevages serait à 5,40 NZD par kg de MSU selon les experts nationaux. Les éleveurs ont tenté de s'adapter en revenant à des conduites plus économes et en contractant des prêts à court-terme, mais les banques se montrent de plus en plus réticentes à financer la trésorerie des exploitations les plus fragiles, poussant Fonterra à proposer des prêts à taux nul à ses adhérents fin 2015. Près de 10% à 25% des exploitations laitières seraient menacées à court-terme si la conjoncture ne s'améliorait pas sur la campagne 2016/2017.

Stratégie de diversification des débouchés face au repli chinois

La Nouvelle-Zélande s'est évertuée à diversifier ses fabrications et ses débouchés pour compenser la baisse drastique de la demande chinoise. À 1,4 million de tonnes, les envois de poudres grasses se sont repliés de 44 000 t (-3% /2014). Néanmoins, l'effondrement de 237 000 tonnes (-40% /2014) vers la Chine a été grandement compensée par un saupoudrage vers le Moyen-Orient et l'Asie. À 2 500 USD en moyenne (-44% /2014), la chute du prix des expéditions de poudres grasses néozélandaises a permis à de nombreux importateurs d'augmenter leurs achats. Les expéditions de beurre se sont également repliées en 2015, de 2% d'une année sur l'autre, à 528 000 t, malgré une baisse de prix de 23%. Si la Nouvelle-Zélande reste le 1^{er} exportateur avec près de 55% des échanges mondiaux, la hausse des ventes vers le Mexique et les Émirats Arabes Unis n'a pas compensé la chute des exports vers l'UE, l'Iran, les États-Unis et la Russie.

De l'autre côté, Fonterra a profité de ses récents investissements pour diversifier ses fabrications et limiter ainsi les surplus via l'accroissement de l'export des autres produits laitiers. À 340 000 tonnes, les expéditions de fromages ont ainsi bondi de 51 000 t (+17%), notamment vers la Chine (+18%), l'Australie (+37%) et les États-Unis (X2,5). Les envois de poudre maigre ont également progressé de 29 000 t (+8%), à 418 000 t, principalement sur le marché asiatique. Cette dynamique a permis d'alléger les stocks accumulés fin 2014, bien que partiellement. À noter également, la progression des expéditions de caséines (110 000 t, +25%), de laits conditionnés (126 000 t, +25%) et de laits infantiles, à 49 000 t (+18%) alors qu'elles étaient inexistantes au début des années 2000.

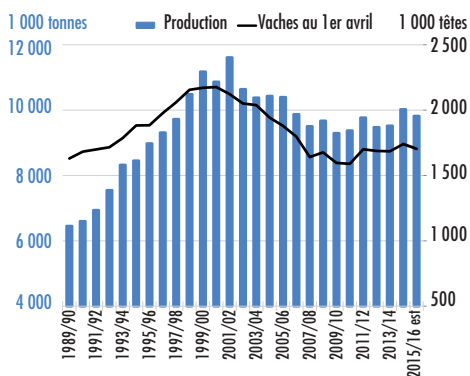
Malgré la hausse des envois, la valeur des exportations a chuté de 31% à 9,2 milliards d'USD. La Chine est restée le 1^{er} pays client, avec près 1,9 milliard d'USD, malgré une chute de 50% des ventes.

La production néozélandaise devrait poursuivre son repli en 2016, au moins de 3%, malgré des conditions climatiques plutôt favorables début 2016. D'autant plus que le prix annoncé par Fonterra pour la prochaine campagne 2016/2017 est encore en baisse en début d'année. Il est trop faible pour couvrir les coûts de production et menace la viabilité des exploitations les plus fragiles. Les réformes de vaches, encore élevées en début d'année, laissent présager un cheptel en baisse pour la seconde année consécutive, et les dépenses en alimentation animale s'amenuisent toujours davantage.

2 OCÉANIE AUSTRALIE REPRISE AVORTÉE

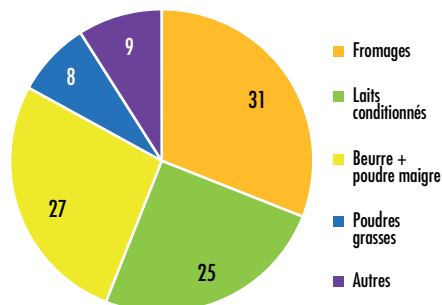


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS EN AUSTRALIE



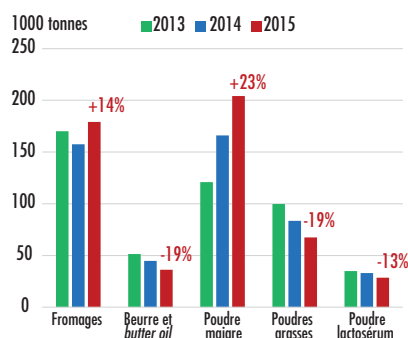
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Australian Dairy Corporation et USDA

UTILISATION DE LA COLLECTE AUSTRALIENNE (% MSU) EN 2015



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Dairy Australia Industry

EXPORTATIONS DE L'AUSTRALIE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

La production laitière australienne, moins exposée aux fluctuations du marché mondial qu'en Nouvelle-Zélande, a connu une inertie plus importante. Sa reprise tardive en 2014 s'est poursuivie durant la majeure partie de l'année 2015, mais la dégradation des conditions climatiques en fin d'année et la chute du prix des commodités sur le marché mondial ont finalement « contaminé » les producteurs australiens.

Rebond, puis effondrement de la production australienne

Relancée en 2014, la production australienne a progressé de 2% en 2015, à 10 millions de tonnes. Sa croissance s'est cependant ralentie au cours de l'année, passant de +6% au 1^{er} trimestre à +3% au 3^{ème} trimestre, pour brutalement s'inverser en fin d'année (-3%). Début 2015, le cheptel australien s'était étoffé (+3%, à 1,7 million de vaches laitières), mais les mauvaises conditions climatiques ont dégradé les rendements (5 760 kg par vache, -1%) et la baisse du prix du lait, dans un contexte fourrager tendu, a incité les éleveurs à avancer les réformes. Au final, raisonné en campagne (juin à mai), 2014/2015 s'est inscrite en très nette progression (+5%), boostée par un prix du lait encore incitatif ; alors que la campagne 2015/2016 devrait finalement se terminer sur un repli de 2%.

Un marché domestique solide, mais mûre

L'industrie laitière australienne est moins affectée par la baisse des cours mondiaux que sa voisine néozélandaise, dans la mesure où près de 65% de la collecte sont commercialisés sur le marché domestique. Sa capacité industrielle lui permet d'adapter ses fabrications en fonction des marchés. En 2014, l'opportunité des opérateurs australiens face à l'appel de la demande internationale avait pénalisé la consommation domestique. L'engorgement du marché mondial a eu l'effet inverse en 2015. Le quart de la collecte est conditionné en laits de consommation, commercialisés majoritairement en frais sur le marché australien. Les fabrications ont progressé de 2%, portant la consommation individuelle à 105 kg/an. À noter, la progression significative des expéditions de laits conditionnés, à 166 000 t (+12%/2015), dirigée principalement vers le marché asiatique. Les fabrications de fromages (31% de la collecte) ont progressé de 1% en 2015, à 324 000 t, après une hausse de près de 8% en 2014. La consommation domestique est relativement mûre, à 13,4 kg/hab/an (+1%) et a absorbé environ 45% des fabrications. En revanche, les fabrications de beurre se sont repliées (-2%), à 122 000 t. La consommation domestique est restée bien orientée, à près de 4 kg/hab/an, mais les stocks accumulés fin 2014 ont pesé sur le marché.

Des exportations aux évolutions contrastées

Malgré une récupération des volumes commercialisés sur le marché domestique, la consommation australienne dispose de peu de marges de progression. Fort de ce constat, les autorités ont récemment négocié plusieurs accords de libre-échange (Chine, Japon, Corée du Sud...). Les effets sont restés limités par l'engorgement des marchés mais les exportations australiennes de fromages ont connu une progression de 14%, à 179 000 tonnes, quasi-exclusivement vers le Japon (97 450 t, +22%) et la Corée du sud (8 140 t, +44%), permettant d'écouler une partie des stocks accumulés fin 2014. Par ailleurs, les expéditions de poudre maigre ont bondi de 23%, à 204 000 t, absorbant les 2/3 des fabrications supplémentaires. Elles ont notamment bondi vers l'Indonésie (43 700 t, +29%), la Malaisie (20 300 t, +33%), la Chine (19 900 t, +23%) et le reste de l'Asie du Sud-Est. En revanche, face à la compétition néozélandaise, les opérateurs australiens ont eu beaucoup plus de difficultés à positionner leurs poudres grasses (67 000 t, -19%/2014) et leur beurre (36 000 t, -19%).

Amorcé fin 2015, le repli de la collecte australienne devrait se poursuivre sur 2016, du fait notamment de la contraction du cheptel. D'autant plus que les annonces de deux des principaux collecteurs, Murray Gouldburn et Fonterra, de réduire drastiquement le prix du lait début 2016 avec effet rétroactif sur la campagne 2015/2016, a fait brutalement chuter les résultats et les perspectives des producteurs.

2 OCÉANIE ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2015



En Australie, Fonterra élargit ses actifs : cession de sa participation de 9% dans **Bega Cheese** pour 50 millions €, revente de 51% de son site de Darnum auprès du groupe chinois **Beingmate**, qui investit en parallèle 165 millions € dans l'extension de l'usine ; cession de sa filiale **Tamar Valley**, spécialisée dans la fabrication de yaourts auprès du groupe **Lactalis**. Ce dernier consolide sa position sur le marché des produits laitiers frais australien, en rachetant, en parallèle, auprès de **Nestlé** les droits de la marque **Ski** pour 16 millions €.

Deux autres opérations majeures participent à la restructuration de la transformation laitière australienne : d'une part, **Burra Foods** acquiert la quasi-intégralité des actifs industriels d'UDP, entreprise laitière récemment tombée en faillite ; d'autre part, **Warrnambool Cheese and Butter**, filiale du groupe canadien **Saputo**, acquiert l'activité fromagère (hors spécialités) de **Lion Dairy & Drinks** pour 93 millions €.

D'importantes transactions sont également opérées dans la production laitière australienne. Un consortium, regroupant le groupe chinois **New Hope Holdings** et le groupe familial australien **Perich**, rachète pour 68 millions € **Moxey Farms**, une ferme laitière de 3 700 vaches laitières sur 2 700 hectares. L'entreprise chinoise **Moonlake Investment** acquiert en février 2016, pour 190 millions €, **Tasmanian Land Company** dont l'une des filiales, **Van Diemen's Land Company**, est le principal

producteur de lait australien (25 fermes laitières sur 17 000 hectares).

Parmi les principaux investissements industriels opérés en Australie figurent la reconstruction de la fromagerie de **Fonterra** à Stanhope, précédemment ravagée par un incendie, pour un montant de 80 millions €. **Lion Dairy & Drinks** finalise un investissement de 100 millions € dans l'extension de son site de fabrication de spécialités fromagères, localisé à Burnie en Tasmanie, et prévoit d'investir 27 millions € dans la modernisation de son usine de lait de consommation de Perth. Début 2016, **Murray Goulburn** annonce un plan d'investissements de 200 millions € sur trois ans pour doter son site de Koroit d'un nouvel atelier de poudres de lait.

En Nouvelle-Zélande, **Oceania Dairy**, filiale du groupe chinois **Yili**, annonce, début 2016, une nouvelle tranche d'agrandissement de son site de Glenavy pour un montant de 180 millions €. Deux nouveaux venus annoncent la construction de sites de transformation : le groupe chinois **He Run Holdings** prévoit un investissement de 47 millions € dans un atelier de transformation de lait biologique (fromage et poudre de lait) à Otorohanga, tandis que **Northland Milk** annonce, début 2016, la construction d'un site de fabrication de produits laitiers UHT à Kerikeri pour un montant de 25 millions €.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN OCÉANIE - Chiffres d'affaires 2014 en milliards €



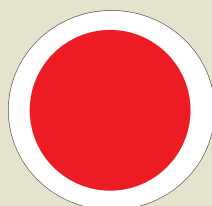
Source : CNIEL

3

ASIE

Des importations globalement stables

Les faibles cours mondiaux n'ont pas stimulé les achats de produits laitiers par les pays asiatiques. Les flux de poudres de lait ont marqué le pas, avec des baisses d'importations de la Chine et de l'Indonésie, principaux importateurs, et une stabilité des volumes en Corée du Sud. A contrario les flux de poudres de lactosérum et de poudre infantile ont fortement progressé, de même que ceux de fromages pour satisfaire une demande croissante pour des produits, encore peu fabriqués localement. Enfin, les importations de beurre ont stagné, malgré la hausse des importations coréenne et philippine.



JAPON HAUSSE DES IMPORTATIONS

Après plusieurs années de recul, la production laitière japonaise a légèrement progressé en 2015 (+0,6% /2014 à 7,4 millions de tonnes), tirée par une conjonction de facteurs qui ont agi favorablement sur les rendements.

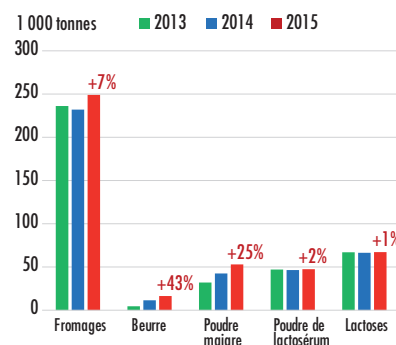
Les industriels laitiers ont d'abord consenti des hausses de prix dans le but d'enrayer la baisse de la production. Les conditions météorologiques de l'été 2015 furent plus clémentes qu'en 2014.

Les aides gouvernementales à la modernisation et à l'agrandissement ont limité à moins de 2% en 2015 la baisse du cheptel, tandis que le nombre d'exploitations chutait de 5% suite à l'arrêt de nombreux éleveurs âgés, pour la plupart sans repreneurs. Les exploitations laitières poursuivent ainsi leur expansion, avec en moyenne 78 vaches, contre seulement 60 en 2005.

2015 a une nouvelle fois été marqué par un manque de beurre au niveau national. Malgré une hausse de la production de 7% /2014, les fabrications sont restés inférieures à celles de 2013 (-5%). La situation a été similaire pour la poudre maigre, dont la production a rebondi en 2015, après une forte baisse en 2014. L'augmentation des volumes a été rendu possible par une réorientation du lait collecté vers la production de beurre au détriment de celle de fromages qui a baissé de près de 10%, à 42 000 t.

Les importations de beurre ont une nouvelle fois fortement progressé (+43% /2014) à 16 500 t, pour satisfaire la demande locale et reconstituer des stocks qui avaient reculé de 30% en 2014. Mais elles restent cependant limitées comparées à celles de poudre maigre (+25% à 53 000 t) et surtout de fromages (+7% à 249 000 t). Le retrait des États-Unis a été plus que compensé par les envois supplémentaires océaniques et européens.

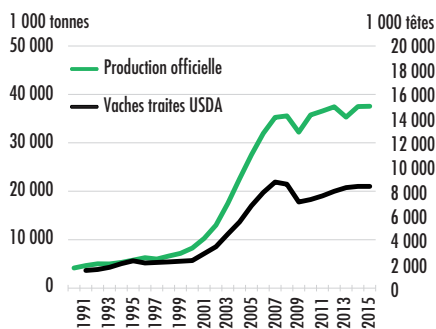
IMPORTATIONS JAPONAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

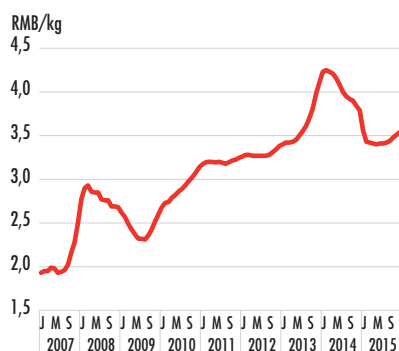


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS EN CHINE



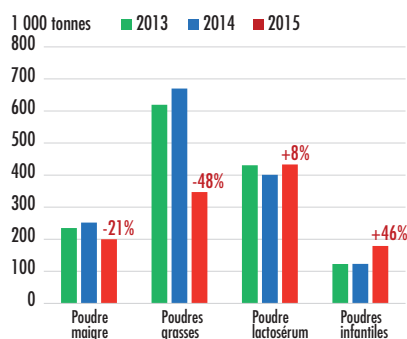
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA et MOA chinois

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après MOA chinois

IMPORTATIONS CHINOISES DE PRODUITS SECS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Depuis 2008, après le scandale du lait frelaté à la mélamine, la production laitière chinoise n'a progressé que de 6%, alors qu'elle avait été multipliée par 4 entre 2000 et 2008. Les conséquences du scandale sanitaire se font donc toujours sentir, plus de 7 ans après. Les importations sont restées élevées pour les produits tels que les laits liquides et les poudres infantiles, mais restent limitées pour les poudres de lait, plombées par des stocks importants.

En 2015 les données officielles chinoises affichent une production laitière en progression de moins de 1% /2014, à 37,6 millions de tonnes, tandis que l'USDA annonce une stabilisation à 37,3 millions de tonnes. Cette modeste hausse intervient après un fort rebond de la production en 2014.

La conjoncture de l'année 2015 explique en grande partie cette évolution modérée de la production. Le prix du lait payé aux producteurs a été en moyenne 15% inférieur à celui de 2014. La baisse du prix du lait au producteur s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2015 en lien avec l'augmentation de production estimée à 3,3% sur cette période et la présence de stocks importants. Le prix du lait a perdu plus de 20% entre janvier 2014 et mai 2015. Le ralentissement de la production au 2nd semestre 2015 explique sans doute en partie la stabilisation du prix du lait en milieu d'année, puis sa progression de 4% sur les quatre derniers mois, à 3,54 RMB/kg en décembre, un niveau cependant toujours inférieur de 6% à celui de fin 2014.

Cette baisse du prix du lait a poussé de nombreux éleveurs à cesser de produire et à vendre leurs vaches. La majorité d'entre elles a été reprise par des exploitations de plus grande taille qui avaient les moyens d'augmenter leur productivité. Ce transfert d'animaux et l'importation massive de vaches laitières à haut rendement ces dernières années ont boosté les rendements laitiers. C'est grâce à ce levier que la production laitière chinoise a pu légèrement rebondir, le cheptel national demeurant stable.

La fin de l'année 2015 a été plus profitable pour les éleveurs laitiers chinois et l'année 2016 se poursuivra sur la même tendance. La hausse des prix du lait intervient dans un contexte de recul des cours du tourteau de soja et du maïs qui donne un peu d'air aux éleveurs chinois. Le prix du tourteau de soja recule depuis mi-2013 sous la pression de récoltes mondiales toujours plus abondantes, malgré la hausse constante des achats chinois. Le prix du maïs a fortement reculé en octobre et novembre, conséquence de la baisse du prix de soutien intervenue à l'automne 2015.

Recul des importations de poudres mais hausse des autres catégories

Les importations chinoises de poudres grasses ont reculé de près de 50% /2014 et de 45% /2013. La poursuite de la baisse des achats chinois s'explique par les stocks très importants début 2015 et par la stratégie des transformateurs chinois. Ces derniers ont réhydraté une partie des stocks de poudres grasses importées, moins chères que les produits locaux, pour fabriquer du lait liquide et ont déshydraté des volumes excédentaires de lait liquide chinois pour les stocker en poudres de lait.

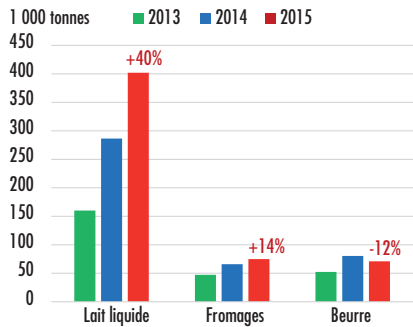
D'après l'USDA, 20% des poudres grasses seraient utilisées en Chine pour fabriquer du lait liquide reconstitué (près de 40% pour le lait infantile et un tiers pour les boissons lactées). Cette pratique devrait perdurer étant donnée la dysmétrie entre le développement de la production laitière dans le nord du pays, et celle de la consommation, dans l'Est et le Sud, et le développement beaucoup trop lent de la chaîne du froid.

Les importations de poudre maigre, qui couvrent 80% de la demande intérieure, ont subi un recul moindre que celles des poudres grasses (-21% /2014 et -15% /2013), tandis que celles de poudre de lactosérum ont progressé de 8%. La compétition féroce sur le marché des poudres de lait n'a pas cependant freiné les importations de lait infantiles qui ont progressé de 46% en 2015, après s'être stabilisées en 2014.

3 ASIE
CHINE

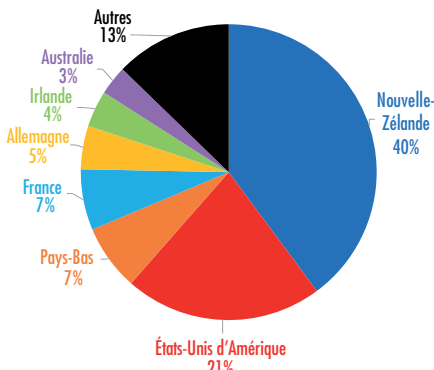


IMPORTATIONS CHINOISES DE PRODUITS NON SECS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

RÉPARTITION PAR FOURNISSEUR DES VOLUMES DE PRODUITS SECS IMPORTÉS EN CHINE (2015)



Sources : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Le marché des produits frais en croissance

Les importations de laits conditionnés devraient poursuivre sur leur lancée (+40% /2014), portées par deux facteurs : leur distribution au sein des villes de deuxième et troisième rangs et le développement de leur vente par l'e-commerce. En outre, la baisse du prix du transport par containers vers la Chine renforce cet attrait pour les importations de lait en briques.

Au total, la facture des importations laitières chinoises a baissé de 28% tous produits confondus à 6,0 milliards de dollars.

Une concurrence féroce qui malmène les industriels locaux

Malgré le recul des volumes importés, la guerre des prix reste vive entre les différentes entreprises pour écouler leurs produits. Les promotions se poursuivent, même si les prix affichés ne connaissent pas de grandes modifications. Ainsi les prix d'achat auraient reculé de 20 à 30% en moyenne. Les marques locales auraient plus souffert, la baisse atteignant même 50% pour certaines marques chinoises contre 30% pour la majorité des marques étrangères.

Les répercussions de cette compétition acharnée commencent à se faire sentir et l'aval de la filière n'est ainsi pas épargné par la crise. Mengniu, deuxième groupe laitier chinois, a ainsi affiché sur le 1^{er} semestre 2015 un chiffre d'affaire en recul de 1% /2014 et des profits en baisse de 3%. Le groupe Bright Dairy, n°3 chinois du secteur laitier, accuse une très forte baisse de ses profits sur les trois premiers trimestres (-47% /2014), malgré des ventes en forte hausse (+32%). Seul le n°1 chinois, Yili, semble afficher une bonne santé avec des revenus en hausse de 9% sur les trois premiers trimestres, un niveau cependant bien inférieur à celui de la même période de 2014 (+14% /2013).

Cette conjoncture pourrait accélérer les fusions-acquisitions entre entreprises nationales, voulues et poussées par les autorités chinoises dans le but de faire émerger un petit nombre de géants nationaux.

Chine_Abcis

La lettre de veille et d'analyse de l'économie de l'élevage en Chine



中国农牧业经济情况分析杂志

N° 11-12 Février 2015

Édito

Ruptures et continuités

Mise en avant de la nouvelle perspective française de la Chine. ABCIS s'inscrit dans le cadre de la politique agricole commune de l'Union européenne et de la stratégie de développement rural de la Commission européenne. Nous sommes heureux de vous offrir un accès gratuit à nos contenus en ligne. Nous sommes également heureux de vous offrir un accès gratuit à nos contenus en ligne. Nous sommes également heureux de vous offrir un accès gratuit à nos contenus en ligne.



SOMMAIRE

Cultures

• Des importations de maïs en recul p.2

Porc

• Mieux pour le porc, le déficit commercial se creuse lentement p.3

Bovin lait

• C'est difficile en Chine p.8

• Le développement rapide des grandes fermes laitières p.8

Volaille

• Les problèmes sanitaires poussent la rationalisation de la filière avicole p.9

• Une concentration de produits avicoles qui évolue p.9

Grand angle

• L'économie chinoise (2014-14) : une menace pour l'élevage européen ? p.10

Brèves

p.17

Chine_Abcis

La lettre d'information numérique consacrée à l'économie de l'élevage en Chine

Chaque trimestre, ce bulletin d'une dizaine de pages vous permet de suivre la politique agricole de l'Empire du Milieu et l'évolution des secteurs des produits animaux et de l'alimentation animale.

Abonnement un an (4 numéros) : 80 euros

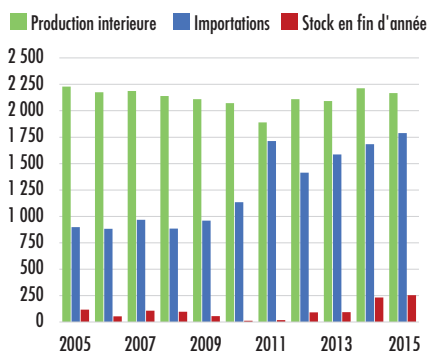


Ancrée sur les savoir-faire des Instituts Techniques et des filières animales, Institut de l'Élevage, IFIP et ITAVI, la société de services ABCIS propose une offre complète et sur mesure aux entreprises, aux collectivités et aux institutions, en France et à l'international.

3 ASIE CORÉE DU SUD, INDONÉSIE, PHILIPPINES

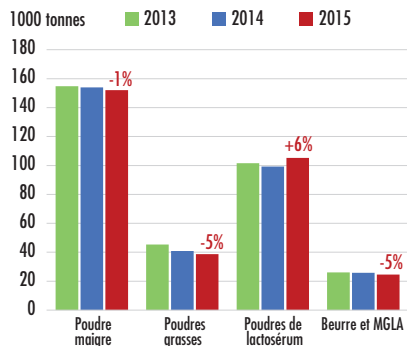


CORÉE : BILAN DES PRODUITS LAITIERS (1 000 TONNES ÉQUIVALENT LAIT)



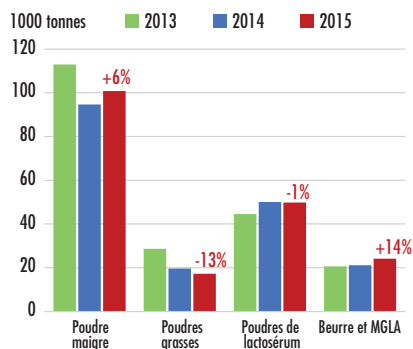
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Korea Dairy Committee

IMPORTATIONS INDONÉSIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

IMPORTATIONS PHILIPPINES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

CORÉE DU SUD : excès d'offre

Après une forte hausse en 2014, la production laitière sud-coréenne a reculé de 2% en 2015. Face à un marché du lait saturé, les producteurs ont massivement réformé : l'effectif de vaches laitières, stable entre 2012 et 2014, a été réduit de 5% au cours de l'année.

Le bond de la production en 2014 avait conduit à un gonflement des stocks de 150% à plus de 280 000 t équivalent lait au printemps 2015. Ils se sont peu résorbés, à 250 000 t fin 2015. L'évolution de la consommation vers des produits plus élaborés ne profite que partiellement à la production locale. En effet, avec un prix à 865 €/1 000 l en 2015, indexé sur le coût de production et l'inflation depuis 2013, le lait sud-coréen n'est pas compétitif face aux importations, d'autant moins depuis la chute des cours internationaux des produits laitiers mi-2014.

La hausse de la consommation de fromages et de yaourts a donc surtout profité aux importations qui ont bondi de 6% au niveau record de 1,79 million de tonnes équivalent lait. Les achats de fromages ont grimpé de 15% /2014 à 112 000 t. L'UE a doublé ses envois à 31 000 t (29% de parts de marché) au détriment du leader étatsunien. Les importations de poudres de lait ont stagné à 23 000 t (à 90% maigre) mais celles de poudres de lactosérum ont progressé de 10%, celles de poudres infantiles de 34% (4 000 t), celles de beurre et matières grasses laitières de 18% (6 000 t) et celles de lactose de 17% (23 000 t).

INDONÉSIE : demande ralentie

Le cheptel laitier indonésien se redresse après avoir chuté de près de 30% en 2013. Les prix élevés de la viande avaient alors encouragé les producteurs laitiers à vendre leurs vaches. Le cheptel aurait ainsi progressé de 18% en deux ans, à 525 000 têtes en 2015. La production ne se redresse toutefois que très modestement, à 805 000 t en 2015 (+1%/2014), la dépréciation de la roupie (-28%/USD en deux ans) renchérissant les coûts de production.

Avec 259 millions d'habitants qui consomment environ 12 litres/an, essentiellement sous forme de lait UHT (25%), lait concentré sucré (35%) et poudre de lait (40%), le pays importe les trois quarts de ses besoins. Le ralentissement de la croissance économique en 2015 et la dépréciation de la roupie indonésienne ont toutefois contenu les importations.

Les achats de poudre maigre ont légèrement reculé (-1%/2014, à 152 000 t). L'Australie a nettement accru ses envois (+29%) au détriment des États-Unis (-20%) et l'UE a maintenu ses positions à 39 000 t dont 15 000 t de France. Les achats de poudres grasses et de matières grasses ont davantage reculé à respectivement 39 000 t et 25 000 t. En revanche, les achats de poudre de lactosérum ont progressé de 6% à 105 000 t. L'UE (France en tête) est de loin le 1^{er} fournisseur avec 73% des volumes mais les États-Unis envoient des poudres nettement plus concentrées en protéines.

PHILIPPINES : les importations se redressent

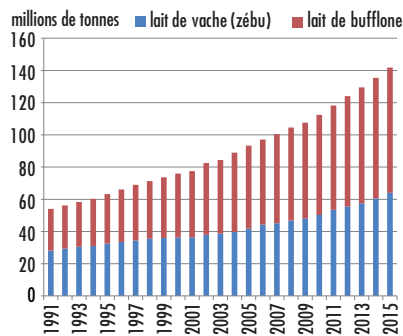
Même si elle progresse, à moins de 21 000 t en 2015, la production laitière philippine est marginale, face aux besoins des 102 millions de philippins. D'autant plus que la demande est tirée par la vive croissance démographique (+2%/an), l'économie dynamique et par le développement de l'industrie agro-alimentaire et du réseau de distribution.

Le pays importe ainsi plus de 99% de sa consommation, essentiellement sous forme d'ingrédients secs. En 2015, les volumes importés se sont redressés après avoir chuté en 2014 face à l'envolée des cours. Les achats de poudre maigre ont progressé à 101 000 t (+6%/2014). Les États-Unis restent leader (44% des volumes) mais l'UE a significativement accru ses parts de marché (23% en 2015). Les importations de matières grasses laitières ont également progressé (+14%/2014), en revanche, celles de poudre de lactosérum se sont à peine maintenues et celles de poudres grasses ont chuté (-13%).

3 ASIE INDE, TOUJOURS EN MARGE DU MARCHÉ MONDIAL

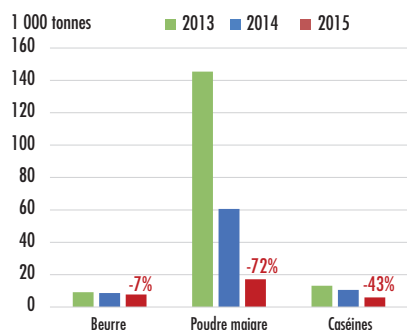


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN INDE



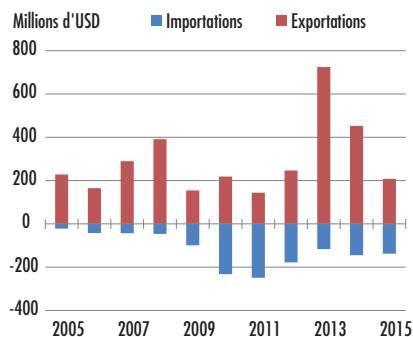
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

IMPORTATIONS INDIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

BALANCE COMMERCIALE INDIENNE DES PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Le très protégé secteur laitier indien est resté à l'abri de la chute des cours des produits laitiers sur le marché mondial. La croissance de la production est essentiellement absorbée par un marché domestique encore très loin de la situation.

Une production toujours en forte croissance

La succession de plans de développement ambitieux, largement financés par le gouvernement indien, a permis à la production laitière indienne de connaître une croissance continue depuis les années 70. Les leviers en sont l'amélioration génétique (croisement avec des races européennes), l'alimentation, la maîtrise sanitaire et l'organisation de la collecte. À près de 142 millions de tonnes en 2015, elle a ainsi progressé de près de 5% d'une année sur l'autre (soit 6 millions de tonnes), dans la tendance connue ces 15 dernières années. Environ 55% des volumes proviennent de bufflonnes, plébiscitées pour la teneur élevée en matière grasse du lait (seul critère de paiement du lait) ainsi que pour la possibilité de commercialiser les réformes alors même que les interdictions d'abattage des zébus se renforcent.

Croissance du nombre de femelles traitées et amélioration des performances productives

Le modèle de production indien repose sur une myriade d'exploitations de très petite taille (1 à 2 femelles en moyenne), peu consommatrices mais aussi peu productives. L'évolution de la production repose ainsi principalement sur la croissance du nombre de femelles traitées. La productivité des animaux reste en effet très faible (1 600 kg par an en moyenne), bien qu'en progression grâce au développement du croisement avec des races européennes. En outre, le déficit structurel de fourrages et d'alimentation animale constitue un frein à l'amélioration des rendements et pèse sur les coûts de production. Le prix des fourrages et du tourteau de coton ont augmenté respectivement de 67% et 46% entre 2010 et 2015 selon le gouvernement indien, hausse répercutée par les coopératives sur le prix du lait (+45%).

Des surplus exclusivement commercialisés sur le marché intérieur

La croissance de la production a pour objectif de répondre avant tout à la soif de lait de la population indienne, tirée par une démographie galopante (entre 15 et 17 millions de bouches supplémentaires à nourrir par an) et l'augmentation du niveau de vie. La disponibilité moyenne par habitant est ainsi passée de 44 kg d'équivalent lait par an en 1970 à 105 kg en 2015 (+3%/2014), niveau proche de la moyenne mondiale mais qui demeure faible pour une population en partie végétarienne.

Le 1^{er} producteur de lait, grand absent du marché mondial

En dépit de sa position de 1^{er} producteur mondial, l'Inde est quasi-absente du marché mondial. Elle mène une politique de protection de son marché intérieur et exporte traditionnellement ses surplus lorsque le marché est porteur. L'alourdissement du marché mondial à partir de 2014 a ainsi abouti au repli des expéditions de poudre maigre indienne, à 17 000 t en 2015 (-72%/2014), loin des 145 000 t exportées en 2013. Par ailleurs, les importations sont restées très marginales, malgré la chute des cours mondiaux : à peine plus de 200 t pour la poudre maigre, confrontée à un droit de douane à 60%, et près de 5 000 t pour le beurre, niveau faible mais en progression (à tel point que les autorités ont décidé de hausser le droit de douane de 30% à 40%). Au final, à 71 millions d'USD seulement, la balance commerciale tous produits laitiers s'est dégradée de près de 77% par rapport à 2014 et de 88% par rapport au record de 2013.

L'Inde semble être en mesure de poursuivre sur sa lancée en 2016, afin de nourrir sa population. Mais la sécheresse historique qui touche le pays début 2016 pourrait limiter la croissance de la production. Elle devrait par ailleurs rester quasi-absente du marché mondial, du moins jusqu'à la remontée du cours des commodités laitières.

3 ASIE

ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2015



En Chine, de nombreux investissements industriels et opérations de restructuration sont actuellement opérés. **Yili** agrandit son usine de lait UHT de Chengdu pour 57 millions € et construit un nouveau site de fabrication de yaourts et laits fermentés à Huanggang Yuwang dans la province de Hubei pour 93 millions €. **Mengniu** met en place de nouvelles lignes de conditionnement de lait liquide à Baoding moyennant 77 millions €. Il cède également, pour un montant de 150 millions €, son activité de fabrication de poudre de lait auprès de sa filiale **Yashili International Holdings**. Cette dernière acquiert, en parallèle, auprès de l'un de ses autres actionnaires, le groupe **Danone**, les droits de la marque de lait infantile Dumex pour un montant de 150 millions €. **Bright Dairy** investit 65 millions € dans la mise en place d'une ferme intégrée de 10 000 vaches laitières dans la province du Henan et implante une nouvelle usine de lait fermenté à Changyou moyennant 172 millions €. Le groupe chinois **Zhongding Dairy Farming** annonce, en partenariat avec le groupe russe **Severny Bur**, un programme d'investissements de 144 millions € dans la mise en place d'un complexe de 100 000 vaches laitières dans la province du Heilongjiang. Autre projet d'envergure internationale, le groupe singapourien **Japfa**, en association avec le transformateur laitier letton **Food Union**, planifie un investissement de 180 millions € dans la construction d'une nouvelle laiterie dans la province de Shandong. Enfin, début 2016, le groupe chinois **Junlebao** inaugure une nouvelle usine de produits ultra-frais à Zhengyang

dans la province du Henan suite à un investissement de 145 millions €.

En Inde, le groupe **Amul** confirme un plan d'investissements de 85 millions € pour implanter 4 nouveaux sites de transformation dans l'Uttar Pradesh d'ici trois ans.

Lactalis renforce son assise industrielle en acquérant, début 2016, l'activité laitière du groupe **Anik Industries** pour 64 millions €.

Au Japon, **Meiji** augmente ses capacités de fabrications de yaourts à boire, en ajoutant une ligne sur le site d'Aichi et deux sur celui de Kyoto, moyennant 59 millions €.

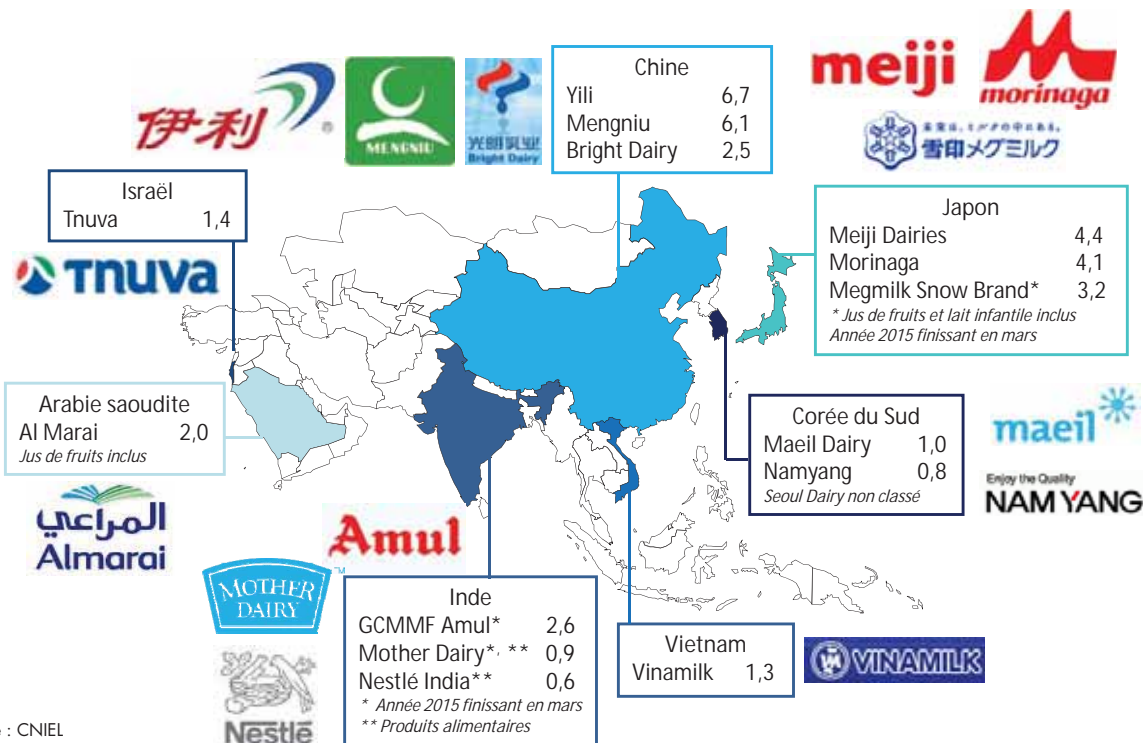
Au Vietnam, le leader laitier **Vinamilk** investit 66 millions € dans la mise en place de nouvelles fermes et unités d'aliments du bétail dans la province de Thanh Hoa. Le groupe **Bel** construit une deuxième usine d'une capacité de 15 000 t de fromages par an à Binh Duong pour 15 millions €.

À Oman, **Mazoon Dairy**, filiale du fond gouvernemental **Oman Food Investment Holding**, planifie la construction d'un complexe intégré de production et transformation laitières à Al Buraimi, moyennant 230 millions €.

En Israël, **Tnuva**, filiale du groupe chinois **Bright Dairy**, met en service une nouvelle fromagerie à Tel Yosef suite à un investissement de 80 millions €.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN ASIE - Chiffres d'affaires 2014 en milliards €



Source : CNIEL

4

AMÉRIQUE DU NORD



Repli des États-Unis sur le dynamique marché nord-américain

La production laitière nord-américaine a de nouveau progressé en 2015. Le fort dynamisme de la consommation intérieure a permis de maintenir des prix incitatifs aux États-Unis et s'est traduit par une augmentation des quotas de production au Canada. Au Mexique, les volumes ont été tirés par des achats publics record.

La chute des cours sur le marché mondial et la réévaluation du dollar ont cependant pénalisé les exportations étatsuniennes qui ont chuté après 5 années de hausse, le pays étant même redevenu importateur net de beurre. Faute de débouché, les exportations étatsuniennes ont eu tendance à se recentrer sur les pays de l'ALENA, accroissant la pression concurrentielle sur le lait mexicain et canadien.



CANADA CONCURRENCE ACCRUE DES PROTÉINES LAITIÈRES ÉTATSUNIENNES

Suite à un regain de la demande nationale en matières grasses laitières, les quotas laitiers canadiens ont été très sensiblement augmentés en 2015 (+4,8%), comme courant 2014 (+4,1%). La production a ainsi progressé de 4,5% en 2015 à 8,4 millions de tonnes, une hausse inédite sur la dernière décennie.

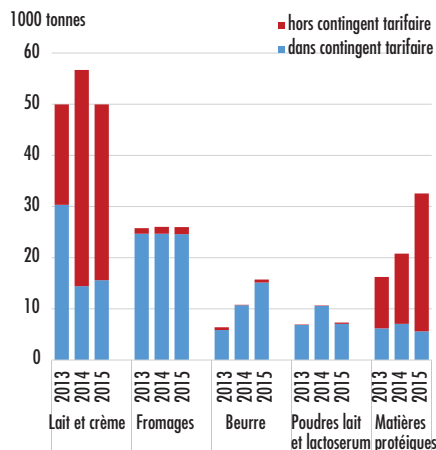
Grâce au système national de gestion de l'offre, le prix du lait canadien n'a pas subi qu'une baisse très modérée. Le prix du lait ramené à 3,6% MG n'a reculé que de 5% /2014, à 74,93 CAN \$/hl en 2015 (513 €/t).

Ce niveau de prix, à la fois haut et stable, implique une forte protection du marché domestique par des droits de douanes élevés. Les importations canadiennes sont donc limitées hors contingent pour les fromages, le beurre et les poudres (maigre, grasses et de lactosérum).

En revanche, les importations de matières protéiques (concentrés protéiques secs et liquides) s'envolent ces dernières années, les droits de douanes élevés mis en place en 2008 ne s'appliquant pas aux produits étatsuniens. Elles ont encore bondi de 57% /2014 et viennent concurrencer la poudre maigre canadienne dont les stocks ont gonflé de 64% en 2015. La ratification à venir du TPP, conclu fin 2015, par le gouvernement canadien devrait en outre donner aux partenaires un accès libre de droit à l'équivalent de 3,25% de la production du pays.

Par ailleurs, les accords de l'OMC, qui considèrent comme une subvention la différence entre le prix de soutien intérieur et le prix du marché mondial, limitent les exportations canadiennes, d'autant plus en 2015 où l'écart s'est largement accru.

ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS CANADIENNES

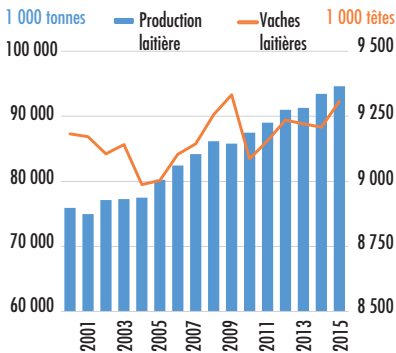


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistiques Canada

4 AMÉRIQUE DU NORD ÉTATS-UNIS CHUTE DES EXPORTATIONS

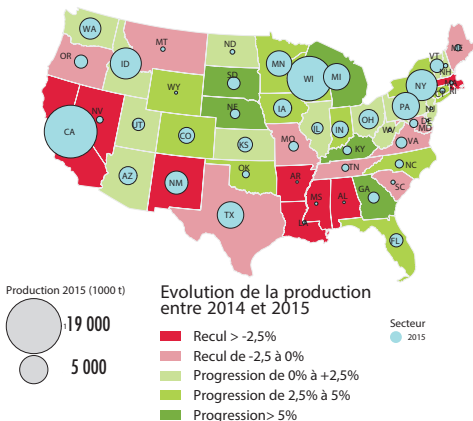


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS AUX ÉTATS-UNIS



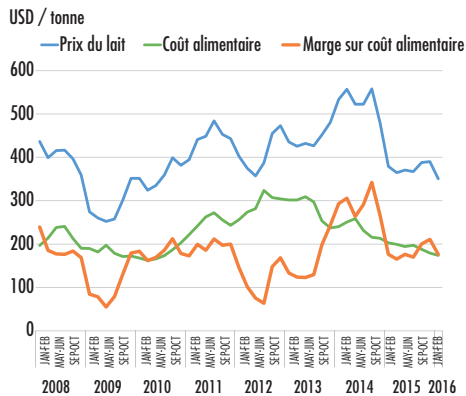
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

COLLECTE ET ÉVOLUTION PAR ÉTAT



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

PRIX DU LAIT, COÛT ALIMENTAIRE ET MARGE SUR COÛT ALIMENTAIRE CALCULÉE DANS LE CADRE DU DMPP



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

Avec une moindre hausse de production et une consommation domestique dynamique, notamment en matières grasses, les États-Unis ont été nettement moins présents à l'exportation en 2015, d'autant moins que le dollar fort a pénalisé leur compétitivité.

Nouvelle hausse, plus modérée, de la production

La production étatsunienne de lait a atteint 94,6 millions de tonnes en 2015. Elle enregistre ainsi une nouvelle hausse (+1,3% /2014), d'une ampleur toutefois plus faible qu'en 2014 suite au recul du prix du lait et surtout aux difficultés climatiques rencontrées dans l'Ouest. Le dynamisme de la collecte encore vif au début de l'année (+1,8% au 1^{er} trimestre) s'est progressivement tassé pour tomber à +0,6% au dernier trimestre.

Contrairement à ce qui a été observé en 2014, les rendements moyens n'ont que faiblement progressé, de 61 kg/vache (+0,6% /2014), pour atteindre 10 150 kg/vache. En revanche, le nombre de vaches laitières a augmenté de 60 000 têtes (+0,6%) à 9,3 millions. Le prix des vaches laitières d'élevage a d'ailleurs atteint un record à 1 990 USD/tête.

Poursuite du recentrage de la production dans l'Est et le Mid-West

La production de la Californie, 1^{er} État laitier du pays, progressait déjà moins vite que par le passé depuis la crise de 2009. En 2015, elle a même sensiblement reculé (-635 000 t ou -3,4% /2014) du fait de la baisse des rendements, les éleveurs ayant dû faire face à une 4^{ème} année de sécheresse consécutive. De même la production a reculé de 3,4% au Nouveau Mexique (-124 000 t) et de 0,1% au Texas (-7 000 t).

Au contraire, la production a bondi de près de 5% dans la région des Grands Lacs (+1 million de tonnes), de 2,5% dans la *Corn belt* (+193 000 t) et de 6,5% dans la partie nord des Plaines centrales (+199 000 t). Bien que plus modestement, elle a progressé également dans les principaux États laitiers du Nord-Est. Ces régions confirment ainsi leur avantage en termes de disponibilité locale en aliments et en eau.

Baisse sensible du prix du lait et de la marge sur coût alimentaire

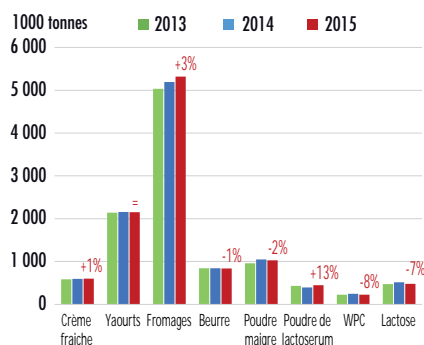
Le prix du lait avait particulièrement flambé aux États-Unis fin 2013-début 2014 et n'avait été corrigé à la baisse que tardivement grâce au dynamisme de la consommation intérieure. Il était ainsi passé de près de 550 USD/t en octobre 2014 à 388 USD/t en janvier 2015. Il s'est ensuite quasiment maintenu tout au long de l'année. À 377 USD/t en moyenne annuelle, il a accusé une baisse de 29% /2014 et 13% par rapport à la moyenne 2011-2013. Il demeure au-dessus de celui pratiqué dans les autres grands bassins exportateurs même s'il a décroché début 2016 tombant à 346 USD/t en février.

Dans le même temps, les cours des matières premières végétales et par conséquent les coûts alimentaires dans les élevages ont également reculé, mais dans une moindre mesure. Le coût de la ration alimentaire type calculé par l'USDA a baissé de 18% d'une année sur l'autre portant la marge sur coût alimentaire théorique moyenne à 183 USD/t en 2015, 38% sous son très bon niveau 2014 mais à un niveau correct, supérieur à la marge maximale assurable dans le cadre du Dairy Margin Protection Program (DMPP).

4 AMÉRIQUE DU NORD ÉTATS-UNIS

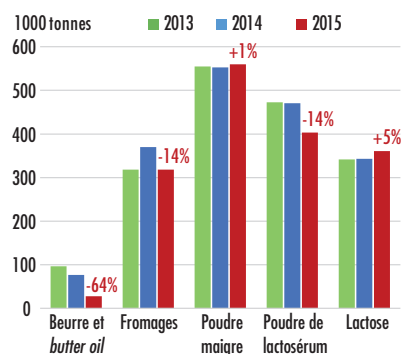


FABRICATIONS ÉTATSUNIENNES DE PRODUITS LAITIERS



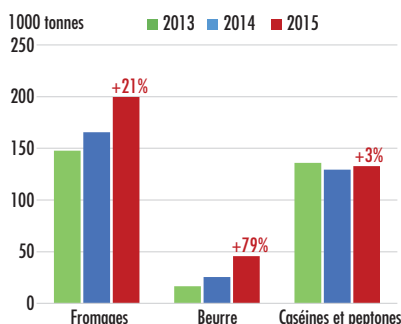
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

EXPORTATIONS ÉTATSUNIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

IMPORTATIONS ÉTATSUNIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Fort dynamisme de la consommation intérieure

Si le rythme de croissance de la production a quelque peu faibli en 2015, celui de la demande domestique est resté vif. La consommation étatsunienne de produits laitiers a grimpé de 2,9% pour atteindre 86,2 millions de tonnes équivalent lait. La consommation par habitant a ainsi progressé de plus de 2% à 269 kg d'équivalent lait. La demande a notamment été très vive pour les matières grasses : +2% /2014 pour le beurre (819 000 t,) et +3% pour les fromages (3,07 millions de tonnes).

Contrairement à la tendance à l'œuvre sur les 10 dernières années, les fabrications de beurre et poudre ont reculé. Cette évolution tient essentiellement au recul de la production dans l'Ouest, gros pourvoyeur de ces produits et au développement des productions fromagères dans la zone centrale. Les fabrications de concentrés protéiques (WPC) et de lactose ont également reculé en faveur de la production de poudre de lactosérum. Au contraire, les fabrications de fromages ont progressé de plus de 2% et celles de crème de 1%. Les fabrications de yaourts plafonnent depuis 2 ans après 15 ans de vive progression (+7%/an).

Nette dégradation de la balance commerciale

La consommation intérieure dynamique et l'appréciation du dollar par rapport à la plupart des monnaies (+16%/2014 par rapport à l'euro et au dollar néo-zélandais) ont conduit à une nette dégradation de la balance commerciale étatsunienne sur les produits laitiers. En équivalent lait, les exportations totales ont chuté de 11% /2014 à 9,9 millions de tonnes alors que les importations ont bondi de 18% à 2,6 millions de tonnes. Le solde commercial a ainsi été divisé par 2, de 4,08 milliards USD en 2014 à 1,99 milliard en 2015 (-51%).

Pour la 1^{ère} année depuis 2009, les États-Unis ont été importateurs nets de **beurre et matière grasse laitière**. Les exportations ont dégringolé de 65% à 28 000 t, notamment à destination des pays du Maghreb et du Moyen-Orient (-80% à 10 000 t) ainsi que du Japon (/6) et de la Corée du Sud (-26%). Dans le même temps, les importations ont grimpé de 80% à 46 000 t, essentiellement en provenance de l'UE (+87% à 17 600 t) et d'Océanie (+29% à 13 200 t). La consommation domestique a certes tiré, mais les stocks se sont ainsi accrus de 25% entre décembre 2014 et décembre 2015.

Les exportations de **fromages** ont reculé de 14% à 318 000 t. Si elles se sont quasiment maintenues à destination de l'Amérique Centrale et du Sud (-1% à 42 000 t) et ont même progressé de 10% vers le Mexique (91 000 t) et 7% vers la Chine (23 500 t), elle ont chuté vers la Corée du Sud (-20% à 57 000 t) et le Japon (-35% à 34 000 t) ainsi que vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (-38% à 22 000 t). Les importations de fromages ont au contraire progressé de 21%, en provenance de l'UE (+18% à 142 000 t) et d'Océanie (x2 à 20 500 t).

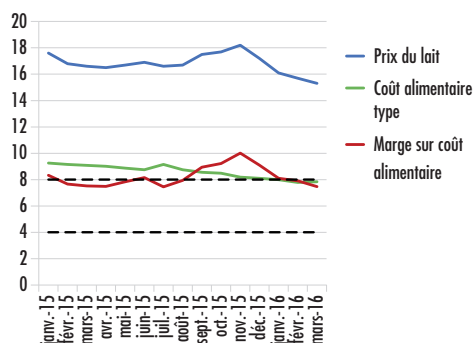
La balance commerciale s'est moins dégradée pour les **ingrédients secs**. Les exportations de poudre maigre (560 000 t) ont progressé de 1% : des envois accrus vers le Mexique (+24% à 252 000 t), de loin le 1^{er} client, ainsi que vers le reste de l'Amérique latine (+46% à 49 000 t) et le Pakistan (x4,5 à 23 500 t) ont compensés les contre-performances vers les autres destinations. Les envois de lactose ont progressé de 5% /2014 à 361 000 t. Ceux de poudres grasses ont reculé de 36% à 35 000 t et ceux de poudre de lactosérum de 14% à 403 000 t (yc compris 102 000 t de WPC).

Pour 2016, l'USDA prévoit une nouvelle hausse de production de 1,8% grâce à la progression des rendements. La consommation devrait de nouveau progresser vivement et la fermeté du dollar devrait continuer d'handicaper la compétitivité étatsunienne, notamment sur les matières grasses.

4 AMÉRIQUE DU NORD ÉTATS-UNIS POINT SUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE MARGE



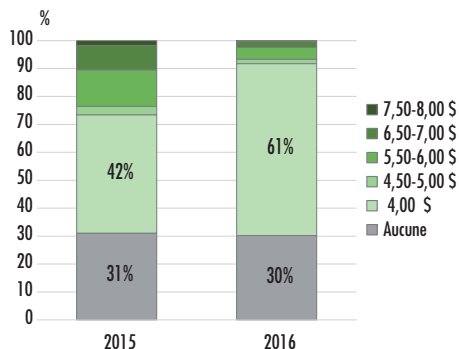
PRIX DU LAIT, COÛT ALIMENTAIRE ET MARGE SUR COÛT ALIMENTAIRE DANS LE CADRE DU DMPP (USD/CWT*)



* 1cwt=100 livres = 45,359 kg

Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

INSCRIPTIONS DMPP 2015 ET 2016 : RÉPARTITION DE LA PRODUCTION NATIONALE PAR NIVEAU DE COUVERTURE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

Introduit par le *Farm Bill* 2014, le **Dairy Margin Protection Program** (DMPP) est un programme volontaire d'assurance de la marge laitière sur coût alimentaire. Les éleveurs qui le souhaitent peuvent contracter pour un coût symbolique (100 USD) une protection de base pour une marge de 4,00 USD/cwt (80 €/t). Pour couvrir une marge plus élevée, ils payent une prime dont le montant par kg de lait est croissant avec le niveau de marge qu'ils souhaitent assurer (de 4,5 à 8,0 USD/cwt soit de 90 à 160 €/t) et le volume couvert (prix différencié en deçà et au-delà de 4 millions de livres ou 1,8 million de kg).

Le déclenchement des versements se fonde sur le calcul national de la marge sur coût alimentaire égale à la différence entre le prix moyen national du lait toutes classes et le prix moyen d'une ration alimentaire type (maïs grain, soja et foin de luzerne). L'éleveur reçoit un paiement si la marge calculée sur une période de deux mois est inférieure au niveau de couverture choisi.

Pour 2015, 1^{ère} année de fonctionnement, 56% des fermes laitières se sont inscrites et le DMPP a couvert 69% de la production laitière nationale. Toutefois, 42% de la production nationale n'était couverte qu'au niveau de base (4,0 USD/cwt) et seulement 2% à 7,0 USD/cwt ou au-delà.

En 2015 la marge sur coût alimentaire calculée n'est pas descendue en deçà de 7,50 USD/cwt. Car le prix du lait étatsunien est resté plus élevé que dans les autres bassins exportateurs grâce au dynamisme de la demande intérieure et le coût de la ration alimentaire type est resté modéré. Des versements ont été déclenchés sur les 4 premières périodes de 2 mois, exclusivement pour les producteurs qui avaient pris une couverture à 8,0 USD/cwt (seulement 261 exploitations pour une production annuelle couverte de 265 000 t de lait) et pour des montants très réduits. Sur l'année, les exploitations concernées ont ainsi perçu 0,135 USD/cwt couvert pour un coût de couverture minimum de 0,475 USD/cwt soit une perte nette de 0,34 USD/cwt (6,76 €/t). Aucun producteur n'a donc été bénéficiaire net du programme en 2015 !

Ce constat et les prévisions faites à partir des prix sur les marchés à terme au moment des inscriptions pour l'année 2016 ont plutôt refroidi les producteurs. Les volumes couverts n'ont que très peu progressé (+1,6%) et seuls 9% de la production nationale a été couverte au-delà du niveau de base. Dans ces conditions, le DMPP joue un rôle de filet de sécurité minimal mais devrait avoir peu d'influence à court terme sur la production laitière étatsunienne.

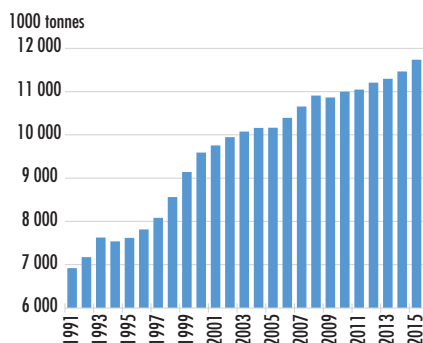


Salle de traite en Californie.

4 AMÉRIQUE DU NORD MEXIQUE : FORTE HAUSSE DES DISPONIBILITÉS

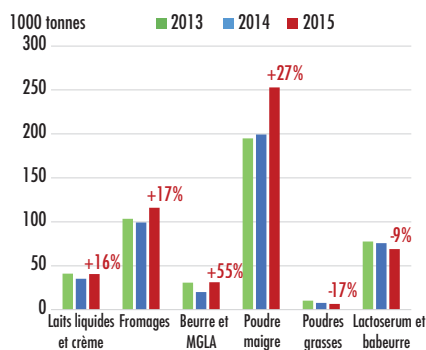


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE AU MEXIQUE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGARPA-SIAP

IMPORTATIONS MEXICAINES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGARPA

La consommation mexicaine a bénéficié en 2015 à la fois d'une hausse sensible de la production nationale et d'une vive progression des importations de poudre maigre, beurre et fromages, le pays ayant été largement ciblé par les exportateurs en mal de débouché.

Nouvelle hausse de la production

Tirée par l'augmentation du cheptel laitier et les progrès techniques et génétiques, la production laitière mexicaine est sur une tendance haussière. Elle a encore progressé de 2% /2014 pour atteindre 11,7 millions de tonnes en 2015. Elle a bénéficié d'achats record de la société publique LICONSA qui transforme et commercialise du lait dans le cadre des programmes sociaux. Ses achats supplémentaires ont contrebalancé les effets de l'appréciation d'environ 20% du dollar par rapport au peso, qui a alourdi les coûts de production, la majorité des intrants étant achetée en dollars alors que le lait est payé en pesos.

Boom des importations de poudre maigre

Le vif développement de l'industrie alimentaire et de la distribution de détail dans le pays conduisent à une hausse de la demande en produits laitiers qui favorise également les importations, d'autant plus en 2015 où elles ont été particulièrement bon marché.

Sur une tendance haussière depuis 2010, les achats mexicains de poudres (à 97% maigres) ont notamment bondi de 25% /2014 atteignant 259 000 t. Le Mexique est ainsi redevenu le 1^{er} importateur mondial de poudre maigre en 2015, devant la Chine et l'Indonésie. 86% sont arrivés des États-Unis, partenaire commercial au sein de l'ALENA (traité de libre échange nord-américain) mais les achats à l'Union européenne ont aussi été multipliés par 3, à 21 000 t. Les importations de beurre ont aussi grimpé, de 55% /2014, essentiellement en provenance de Nouvelle-Zélande. Elles restent toutefois inférieures de plus d'un tiers à celles enregistrées dans les années 2000. Les importations de fromages, orientées à la hausse depuis 2010, ont augmenté de 17% /2014 à 116 000 t, en provenance des États-Unis (+12% /2014, 76% des volumes) mais aussi d'Union européenne (+10%, 10% des volumes, essentiellement depuis les Pays-Bas et l'Allemagne), d'Uruguay (+27%, 7% des volumes) et de Nouvelle-Zélande (+77%, 4% des volumes).

Parallèlement, même si le pays affiche des ambitions exportatrices en Amérique centrale mais aussi en Chine, avec qui il a signé fin 2015 un accord sanitaire, les exportations restent très modestes : 5 000 t de fromages, 8 000 t de beurre et 9 000 t de poudres grasses.

Au bilan, la consommation annuelle apparente mexicaine a progressé de 1,2% /2014 à 114 litres/habitant, dont plus de 20% issus d'importations.

Pour 2016, LICONSA a réduit ses crédits d'achat de 25%, renforçant la pression sur les prix. La hausse de production pourrait ainsi être nettement plus modeste, d'autant que les importations devraient encore s'accroître.



4

AMÉRIQUE DU NORD ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2015



De nombreuses opérations de fusion-acquisition se sont opérées en Amérique du Nord en 2015. **Heinz** et **Kraft foods** fusionnent et donnent naissance au groupe **KraftHeinz** doté d'un chiffre d'affaires proforma de 22 milliards €.

La principale coopérative laitière américaine, **DFA**, rachète la participation de 50% de son partenaire **Fonterra** dans leur joint-venture (JV) **Dairiconcepts** pour 175 millions €. Elle récupère le site de fabrication de yaourts localisé à Batavia (New York), détenu conjointement par **PepsiCo** et **Müller**, qui jettent ainsi l'éponge après trois années infructueuses de collaboration. Plus récemment, **DFA** met en place, en mars 2016, une *jointventure* avec **Arla Foods** pour fabriquer du cheddar dans l'ouest de l'État de New York, moyennant un investissement initial de 52 millions € dans la construction d'une nouvelle usine.

Le groupe irlandais **Glanbia plc** acquiert le fabricant américain de snack énergétique **ThinkThin** pour 195 millions €, tandis que **WhiteWave** rachète le fabricant californien de yaourts **Wallaby Yogurt Company** pour 113 millions €.

Le groupe **Savencia** cède sa filiale américaine **Schratter Foods** à **ECB** et **Voss Enterprises**. Le groupe irlandais **Ornu** vend sa participation de 80% dans le grossiste

de produits alimentaires **DPI** auprès de **Arbor Investments** pour un montant de 27 millions €. Le groupe suisse **Emmi** acquiert le transformateur américain de lait de chèvre **Redwood Hill Farm** et l'importateur canadien de fromages **JL Freeman**. À noter deux autres opérations au Canada : le rachat du fabricant de fromages de chèvre **Woolwich Dairy** par **Saputo** pour 55 millions €, et la prise de participation de 38% dans le capital de **Chalifoux** par la coopérative française **Alsace-Lait**.

Quelques projets industriels d'envergure sont actuellement en cours aux États-Unis. **Billy Sims-China Food Group** planifie la mise en service en 2017 d'un atelier de séchage d'une capacité de 220 tonnes par jour dans le Michigan, moyennant 160 millions €. **Select Milk Producers** investit 225 millions € à Littlefield (Texas) dans la construction d'une usine de crème, beurre et poudre de lait. **Chobani** annonce, début 2016, un agrandissement de son site de fabrication de yaourts localisé à Twin Falls (Idaho) pour un montant de 90 millions €. Enfin, le groupe de distribution **Wal-Mart** projette début 2016 la construction d'une usine de conditionnement de lait liquide à Fort Wayne (Indiana).

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN AMÉRIQUE DU NORD - Chiffres d'affaires 2014 en milliards €



États-Unis	
DFA	13,8
Dean Foods	7,2
Land O'Lakes	3,8
Schreiber*	3,8
Kraft Foods**	3,1

* Estimations
** Produits laitiers seulement



Canada	
Saputo*	7,1
Agropur	3,2

* Année finissant en mars 2015



Amérique du Nord	
Parmalat (Lactalis)	2,4

Usines au Canada et aux États-Unis

Source : CNIEL

5

MERCOSUR

Dynamisme des échanges
au sein de la région

Alors qu'en 2015, la production laitière est repartie à la hausse en Argentine, les mauvaises conditions climatiques et la chute du prix du lait payé aux producteurs ont entraîné le recul des productions en Uruguay et au Brésil. Les échanges de produits laitiers ont toutefois nettement progressé à l'échelle du Mercosur, avec le bond des exportations uruguayennes et argentines de poudres grasses vers le Brésil et la hausse des achats vénézuéliens. La concurrence accrue de l'Uruguay et les difficultés rencontrées sur le marché mondial ont toutefois pesé sur les exportations argentines qui se sont à nouveau repliées en 2015.

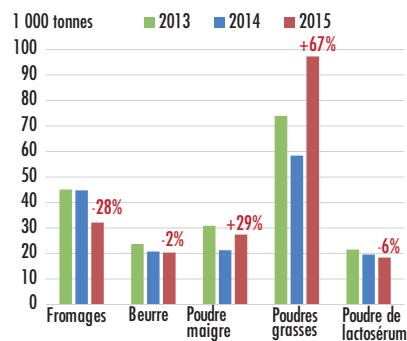
URUGUAY
SURSAUT DES ENVOIS DE POUDRES GRASSES

Les exportations uruguayennes de poudres de lait ont bondi en 2015 grâce au dynamisme de la demande brésilienne.

En 2015, la sécheresse affectant le pays a pesé sur la production laitière uruguayenne qui s'est repliée de 2% à 2,4 millions de tonnes. La baisse de la collecte a été particulièrement marquée au 2nd semestre, face à l'épuisement des ressources fourragères et à la progression des abattages de vaches. Le prix du lait payé au producteur a en outre suivi les cours mondiaux et chuté de 18% par rapport à 2014, à 8,16 pesos le litre en moyenne sur 2015 (≈ 0,23 €).

Malgré ce recul, les exportations ont grimpé de 18% en volume, à 1,5 million de tonnes équivalent lait. La baisse de leur valeur unitaire a toutefois entraîné leur diminution en valeur (-22% à 632 millions d'USD). Les envois de poudres grasses ont été particulièrement dynamiques (+67% à 97 000 t) grâce au bond des expéditions vers le Brésil (× 5 à 33 000 t), l'Algérie (× 3 à 26 000 t) et le Venezuela (+19% à 26 000 t). La hausse des achats brésiliens (+48% à 19 000 t) a également profité aux exportations de poudre maigre (+29% à 27 000 t). Les envois de fromages étaient en revanche en repli (-28% à 32 000 t) suite à la chute des exportations vers le Venezuela (-69% à 6 500 t) et la Russie (-44% à 2 800 t).

EXPORTATIONS URUGUAYENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

5

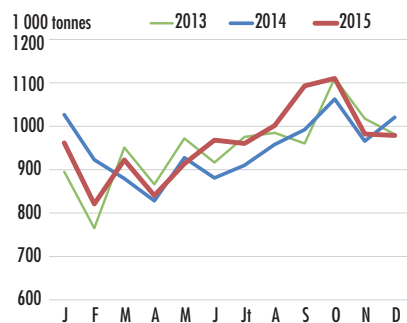
MERCOSUR

ARGENTINE

NOUVELLE BAISSÉ DES EXPORTATIONS

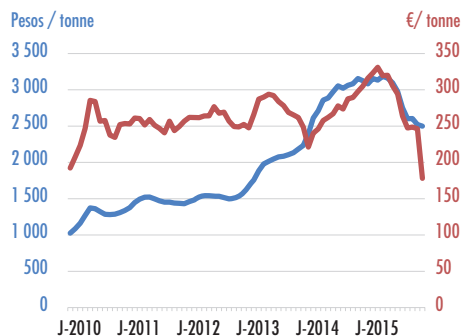


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN ARGENTINE



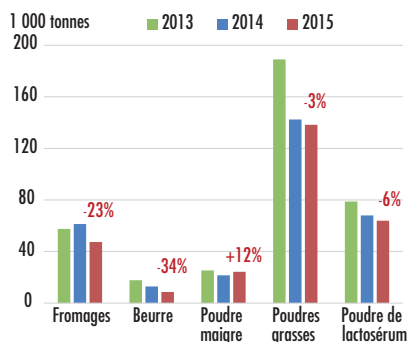
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION EN ARGENTINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

EXPORTATIONS ARGENTINES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

Malgré la hausse de la production, les exportations argentines de produits laitiers ont reculé en 2015 face à la crise du marché mondial.

Nouveau recul de la collecte

En 2015, la production laitière argentine a progressé de 1,6% à 11,6 millions de tonnes. Le rapport de prix favorable entre le maïs et le lait, grâce au maintien d'un prix intérieur du maïs très bas, a en effet permis la hausse des rendements laitiers, via une distribution plus importante de concentrés. La diminution du nombre de vaches traitées (-4% /2014 à 1,9 million de têtes d'après l'USDA), les pluies excessives au cours de l'été et de l'hiver austral, et la chute des prix à la production au 2nd semestre ont néanmoins pesé sur les exploitations laitières argentines.

Chute des prix à la production au second semestre

À 2 897 pesos la tonne en moyenne sur 2015 (≈ 283 €/t), le prix du lait à la production était stable par rapport à 2014, avec néanmoins des évolutions contrastées sur l'année. En hausse sur le 1^{er} semestre (+14% /2014 à 3 135 pesos /t en moyenne), il a chuté de 14% au 2nd semestre (à 2 659 pesos /t), dans le sillage des cours mondiaux des produits laitiers. À 2 500 pesos la tonne en décembre, il était ainsi inférieur de 20% à sa valeur de 2014, chute accentuée en euros (-42% à 178 €/t) du fait de l'importante dévaluation du peso par rapport à la monnaie européenne (-27% /décembre 2014).

Afin de relancer le secteur laitier argentin, très affecté par la chute des cours mondiaux et les inondations du début d'année, le gouvernement a mis en place dès mars 2015 un programme octroyant une subvention de 0,3 peso/litre (≈ 30 €/1 000 l) aux petits et « moyens » producteurs (livrant moins de 2 900 litres par jour en moyenne). Il a été élargi en août à ceux livrant moins de 6 000 litres quotidiennement (soit environ 97% des producteurs argentins et plus de 80% de la production).

Des exportations en net repli

Face à l'encombrement du marché mondial, les exportations argentines de produits laitiers ont chuté de 6% en volume par rapport à 2014 (à 1,8 million de tonnes équivalent lait), et de 32% en valeur (à 1,1 milliard de dollars).

Malgré leur progression vers le Venezuela (+24% à 68 700 t) et le Brésil (+27% à 25 300 t), les exportations de poudres grasses ont reculé de 3% à 138 000 t, suite à la chute des envois vers l'Algérie (-28% à 28 400 t) et l'arrêt des expéditions vers la Chine. Leur prix était en outre inférieur de 27% par rapport à 2014 (à 3,59 USD/t en moyenne).

Les exportations de fromages ont véritablement décroché (-23% à 47 000 t). Après avoir exporté davantage de fromages vers la Russie en 2014 suite à l'embargo russe sur les produits laitiers européens, étatsuniens et océaniques, l'Argentine a pâti en 2015 de la dévaluation du rouble qui a affecté la compétitivité de ses envois vers le marché russe (-50% à 9 700 t).

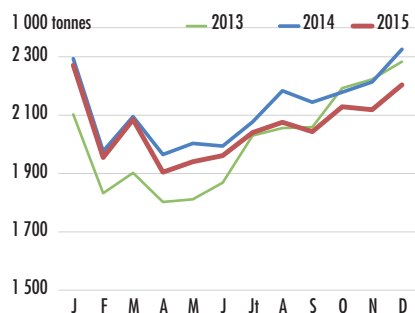
Le Venezuela a conforté sa place de 1^{er} client de l'Argentine avec 32% des ventes (-15 /2014 à 357 millions de USD). Suivent le Brésil (-20% à 259 millions de USD), l'Algérie (-61% à 83 millions de USD) et la Russie (-62% à 67 millions de USD).

En 2016, les exportations argentines de produits laitiers pourraient repartir à la hausse, suite à la levée des restrictions aux exportations, annoncée par le nouveau gouvernement fin 2015, et le gain de compétitivité permis par la dévaluation du peso. La lourdeur du marché mondial pourrait toutefois venir limiter cette progression.

5 MERCOSUR BRÉSIL BOND DES ACHATS DE POUDRES DE LAIT

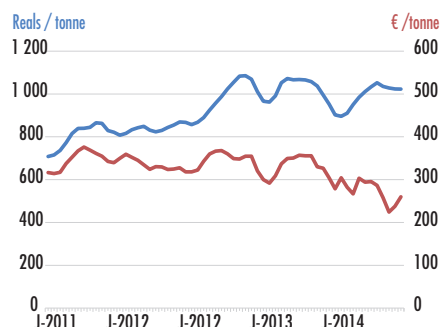


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE LAITIÈRE AU BRÉSIL



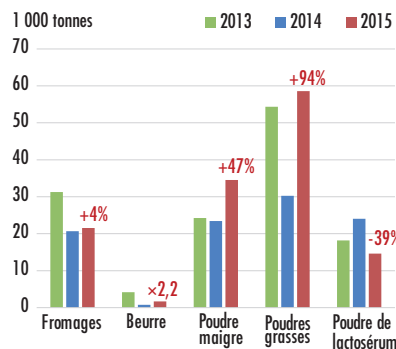
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la CLAL

PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION AU BRÉSIL



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CEPEA

IMPORTATIONS BRÉSILIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Face au recul de sa collecte laitière et à la hausse des exportations de poudres grasses vers le Venezuela, le Brésil a accru ses importations de produits laitiers en 2015 pour satisfaire la demande intérieure.

Coup de frein sur la collecte

Après une progression continue depuis le début des années 2000, la collecte laitière brésilienne aurait reculé de 3% en 2015 d'après la CLAL, à 24,7 millions de tonnes. En cause, les conditions climatiques défavorables, avec notamment de fortes précipitations au 3^{ème} trimestre, et la baisse des prix à la production qui ont entamé la rentabilité de l'activité laitière brésilienne.

La crise laitière mondiale a en effet pesé sur le prix du lait brésilien en 2015, malgré une demande intérieure dynamique portée par la croissance de la population brésilienne (+1% en 2015 à 204 millions d'habitants) et l'augmentation de la consommation de produits laitiers par habitant. Après un recul de 7% par rapport à 2014 en moyenne sur le 1^{er} semestre (à 971 reals la tonne), le prix du lait s'est toutefois stabilisé au second, à 1 064 reals la tonne. La baisse des prix a été plus marquée en euros (-17% /2014 à 274 €/t en moyenne sur 2015) en raison de la dépréciation du real par rapport à la monnaie européenne (-13% /2014).

Nouvelle hausse des exportations de poudres grasses

Bien que la collecte ait diminué, les exportations brésiliennes de produits laitiers ont à nouveau progressé en 2015 (+6% à 478 000 tonnes équivalent lait), grâce au gain de compétitivité permis par la dépréciation du real (-27% par rapport au dollar en 2015). Elles étaient toutefois en recul de 7% en valeur, à 356 millions de dollars. Les poudres grasses, destinées essentiellement au Venezuela, ont constitué le gros des volumes (+5,5% à 41 000 tonnes). Au total, ces exportations ne représentent néanmoins qu'une part très faible de la production laitière nationale (<2%).

Rebond des importations

Face à la baisse de la collecte et à la hausse des exportations, le Brésil a eu davantage recours aux importations en 2015 afin de satisfaire sa demande intérieure. Tous produits confondus, ces dernières ont ainsi grimpé de 59% en volume (à 1,1 million de tonnes équivalent lait), mais ont baissé de 5% en valeur (à 563 millions de dollars) du fait de la chute des cours mondiaux des produits laitiers. Le déficit de la balance commerciale brésilienne en produits laitiers est ainsi demeuré stable en 2015 à 207 millions de dollars.

À 59 000 tonnes, les importations de poudres grasses ont doublé par rapport à 2014, grâce à la progression des achats en provenance d'Uruguay (x 5 à 32 300 tonnes) et d'Argentine (+25% à 25 400 tonnes). Les importations de poudre maigre ont également grimpé de 48% à 35 000 tonnes (+38% à 17 600 tonnes depuis l'Uruguay ; +39% à 14 800 tonnes depuis l'Argentine). De même pour les achats de fromages (+4% à 22 000 tonnes), la hausse des arrivées en provenance d'Argentine (+10% à 10 800 tonnes) et d'Uruguay (+6% à 7 800 tonnes) ayant largement compensé la chute des importations depuis l'Union européenne (-14% à 2 700 tonnes).

Avec 44% de parts de marché (49% en 2014), l'Argentine reste ainsi le 1^{er} fournisseur de produits laitiers du Brésil, suivie de l'Uruguay qui gagne du terrain (31% de parts de marché en 2015, contre 22% en 2014).

Sauf incident climatique, la production laitière brésilienne pourrait repartir à la hausse en 2016, soutenue par la forte demande du marché intérieur.

5 MERCOSUR ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2015



Plusieurs groupes étrangers confortent leur présence industrielle sur le continent sud-américain. **Lactalis**, via sa filiale **Parmalat**, rachète pour 93 millions € le groupe mexicain **Lácteos Algil**, qui détient des actifs industriels au Mexique, en Uruguay et en Argentine. Il devient également l'unique actionnaire de **Nutrifont Alimentos**, entreprise brésilienne spécialisée dans la valorisation du lactosérum, en reprenant la participation de 50% précédemment détenue par le groupe coopératif irlandais **Carbery**. Enfin, deux fabricants brésiliens de yaourts sont repris par des groupes américains, d'une part **Carolina** par **General Mills**, d'autre part **Verde Campo** par **Coca Cola**.

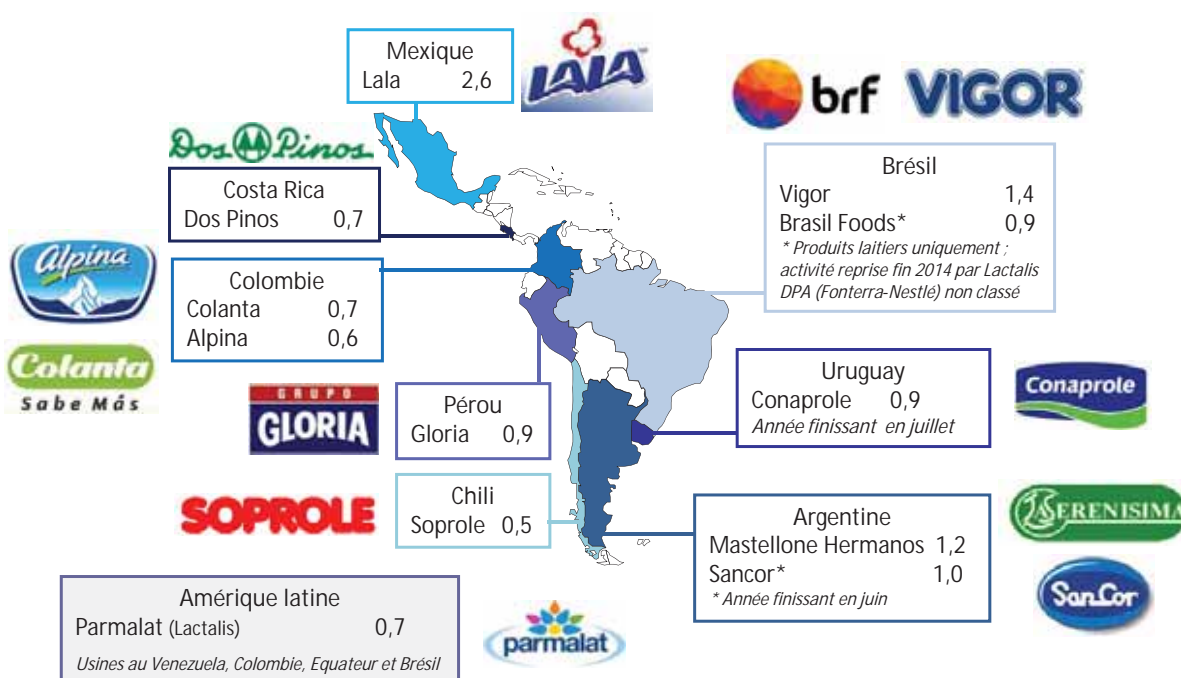
Parmi les autres acquisitions importantes, à noter le rachat de 25% du capital du leader argentin **Mastellone Hermanos** par le groupe **Arcor** pour 54 millions €, et la reprise de l'activité de crèmes glacées de **Nestlé** au Mexique par le groupe **Herdez** pour 58 millions €.

Parmi les principaux investissements industriels figurent **au Brésil** la construction d'une usine de yaourts à Barra do Pirai par le groupe **Vigor** pour un montant de 40 millions €, un programme d'extension des sites de **Laticínios Tirolez** à Monte Aprazível et à Tiros pour 33 millions €. Au Brésil toujours, **Danone** construit une nouvelle usine de produits laitiers frais à Itapetininga, moyennant un investissement de plus 40 millions €.

En Argentine, **Arla Foods** et **SanCor** obtiennent un prêt de 50 millions € pour investir dans l'accroissement de la capacité de production de lactosérum de leur filiale **Afisa**, localisée à La Porteña (Córdoba). En République dominicaine, le groupe **Rica** annonce, début 2016, un plan d'investissement sur 5 ans de 90 millions € pour accroître ses capacités de conditionnement de lait liquide et de jus de fruits.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN AMÉRIQUE DU NORD - Chiffres d'affaires 2014 en milliards €



Source : CNIEL

Scindée en deux blocs par l'embargo russe

L'embargo russe sur les produits laitiers européens impacte durablement l'économie laitière européenne. En Russie, il provoque une situation de pénurie qui ne relance pas vraiment la production intérieure, mais bénéficie en premier lieu à la Biélorussie. Dans l'UE, il accroît la situation d'excédent, malgré la progression des échanges par ailleurs.



UNION EUROPÉENNE LA COLLECTE COULE À FLOTS

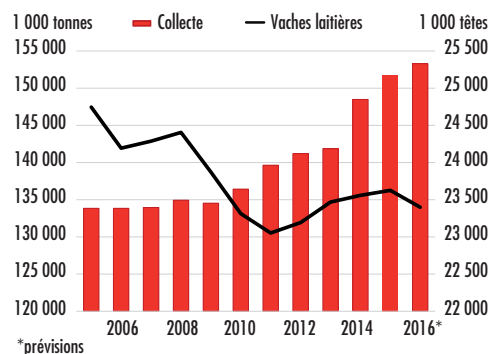
Dynamisme confirmé de la production

La libéralisation du marché laitier européen n'a pas tardé à produire ses effets. Après avoir été très dynamique sur toute l'année 2014, la collecte européenne a ralenti début 2015 affichant -1% /2014 au 1^{er} trimestre. Les prix du lait étaient certes retombés à des niveaux nettement moins stimulants qu'un an plus tôt, mais ce ralentissement s'est avéré être un coup de frein ponctuel visant à limiter les pénalités de dépassements pour la dernière campagne contingentée s'achevant au 31 mars 2015.

Les éleveurs ont ainsi réduit leurs livraisons pendant l'hiver 2014-2015 sans grever leur potentiel de production. Nombreux sont ceux, notamment en Europe du Nord, qui ont investi et se sont agrandis dans l'optique de l'après quota. Ils avaient étoffé leurs effectifs de génisses, décalé quelques peu les inséminations et leur collecte a donc pu redécoller une fois les quotas abolis. Ainsi, sans que les prix du lait ne se redressent, la collecte européenne a vivement redémarré dès avril, s'établissant 3% au-dessus de son niveau 2014 au 2^{ème} et au 3^{ème} trimestre. Grâce à une arrière-saison fourragère très favorable, le rythme de croissance s'est encore accéléré en fin d'année, à +5% /2014 au dernier trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, la collecte de l'UE-28 a atteint 151,8 millions de tonnes soit 3,3 millions de tonnes de plus que le très bon niveau 2014 (+2,2%). La moitié de cette hausse est le fait de deux pays, les Pays-Bas et l'Irlande, un autre tiers ayant été réalisé par le Royaume-Uni, la Pologne, la Belgique et le Danemark.

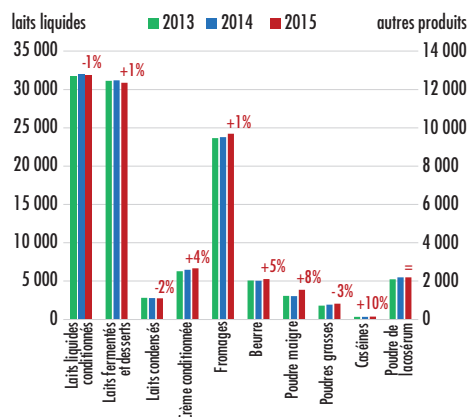
ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIERS DE L'UNION EUROPÉENNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat - CIAL - FEGA

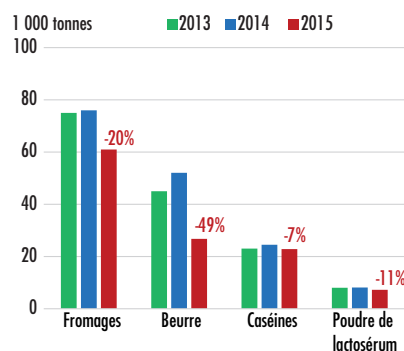


UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE (1 000 TONNES)



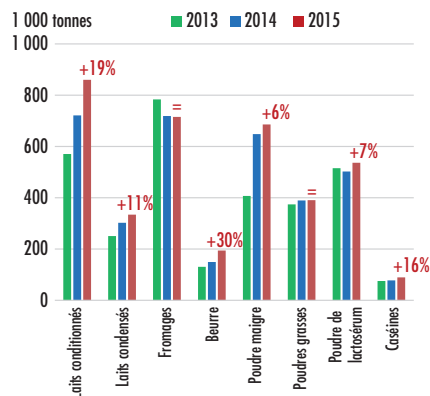
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Maintien d'un cheptel étoffé

Selon l'inventaire de décembre 2015, le cheptel laitier de l'UE-28 s'est maintenu à 23,6 millions de têtes après 3 ans de progression. Si la restructuration se poursuit dans la plupart des pays de l'Est, le cheptel s'est en revanche nettement consolidé en Irlande, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Danemark, ne laissant aucun doute sur leur volonté de croissance.

Les ingrédients secs absorbent l'essentiel du supplément de collecte

Au 1^{er} semestre, la collecte supplémentaire a surtout été transformée en poudre maigre (+8% /2014), et en beurre (+2%). Les fabrications de fromages ont stagné. Il en a été de même pour celles de produits de grande consommation, avec d'un côté plus de crème conditionnée et de l'autre moins de produits laitiers ultra-frais.

Au 2nd semestre, les fabrications de beurre et de poudre maigre ont évolué au même rythme. La reprise de la collecte européenne est allée de pair avec une reprise des fabrications fromagères (+2,7% /2014) et de poudres grasses (+4,5%) signe d'une reprise des exportations sur les pays tiers alors qu'elles avaient fléchi au 1^{er} semestre 2015.

Le supplément de collecte européenne, estimé à +3,3 millions de tonnes de lait en 2015, a été pour moitié transformé en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, caséines) et pour une autre moitié en fromages.

Des importations faibles et réduites

Les importations extra-communautaires de produits laitiers ont reculé en 2015. Estimées à 1,1 million de tonnes équivalent lait, elles couvrent moins de 1% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation. Les importations de fromages ont fléchi de 20%, à 61 500 t, en raison de la chute des achats de fromages océaniques (-50% /2014). Celles de beurre, presque exclusivement néozélandais, ont été très faibles (8 200 t), soit guère plus de 10% du contingent à droit de douane nul de la Nouvelle-Zélande (77 000 t de beurre).

Croissance insuffisante des exportations

En 2015, les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé (+6% /2014), mais n'ont pu absorber le supplément de collecte. Estimées à 17,7 millions de tonnes équivalent lait, elles ont écoulé presque 12% de la collecte européenne. Elles ont progressé malgré la poursuite de l'embargo russe et le ralentissement de la demande chinoise.

Estimées à 12,0 milliards d'euros en 2015, la valeur des exportations extra-communautaires a reculé de 17% /2014. Elle repose pour 28% sur les ventes de laits infantiles, suivies des fromages (21%), des poudres de lait (11% poudre maigre et 9% poudres grasses), de la poudre de lactosérum (6%), du beurre (5%) et des caséines (4%). Les laits condensés et les laits conditionnés ne représentent que respectivement 4% et 3% de la valeur totale des exportations européennes sur le marché mondial.

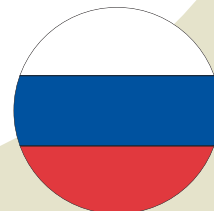
Croissance molle de la consommation

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé mollement. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,8% /2014) est due pour moitié à la croissance démographique (+0,4%) et pour moitié à la hausse de consommation moyenne par Européen évaluée à 284 kg équivalent lait. La consommation moyenne de beurre, de fromages et d'ultra-frais progresse de 100 g à respectivement 4,0 kg, 18,3 kg et 24,5 kg par habitant, tandis que celle de laits liquides recule toujours, à 60,5 litres. Les évolutions sont contrastées selon les pays : la consommation a été solide au Nord et déprimée au Sud.

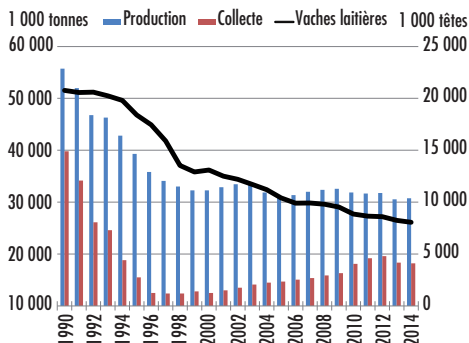
Des stocks croissants de produits de report

Les stocks de beurre, de fromages et d'ingrédients secs ont continué de gonfler au fil des mois dans les entreprises laitières, faute de débouchés suffisants. Leur évaluation demeure imprécise faute d'enquête obligatoire. Seuls les stocks aidés et l'intervention, qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, donnent lieu à des statistiques européennes officielles. D'après nos estimations, les stocks supplémentaires accumulés entre le début et la fin 2015 équivalaient à 1,5 million de tonnes de lait.

6 EUROPE RUSSIE TOUJOURS SOUS EMBARGO

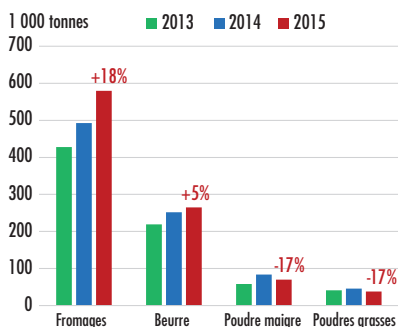


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION, DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE EN RUSSIE



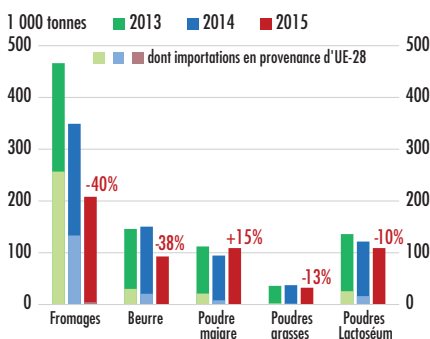
*ROSSTAT indique à l'inverse une progression en 2014.
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO et USDA

UTILISATION DE LA COLLECTE DE LA RUSSIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

IMPORTATIONS RUSSES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

La production laitière russe stagne, malgré la prolongation de l'embargo russe sur les produits laitiers.

L'embargo russe instauré depuis l'été 2014 vis à vis des produits laitiers européens et étatsuniens n'a pas vraiment relancé la production laitière nationale. Après avoir sursauté en 2014, celle-ci a stagné à 30,8 millions de tonnes d'après les estimations de ROSSTAT. Le cheptel laitier a continué de s'éroder (-4% /2014), principalement dans les élevages des particuliers qui réalisent encore 47% de la production nationale, mais qui livrent très peu de lait aux laiteries. En 2010, ces éleveurs possédaient 50% du cheptel laitier national (7,75 millions de vaches laitières fin 2015).

La collecte laitière (53% de la production nationale) a cependant sensiblement progressé (+1,4% /2014) dans les grandes sociétés laitières (+250 000 t) qui fournissent les 3/4 de la collecte nationale, loin devant les exploitations familiales (25% de la collecte). La structure des élevages laitiers est très hétérogène. Avec 84 000 vaches laitières (1% du cheptel national), les dix premières entreprises laitières fournissent 3% de la collecte nationale. Le plus grand élevage du pays a livré 140 000 t de lait en 2014 grâce à un troupeau de 25 000 vaches laitières.

Des importations réduites

L'embargo russe a profondément modifié l'approvisionnement du marché intérieur russe. En 2015, les importations (tous produits confondus) ont chuté en volume de 27% /2014 et de 38% /2013. Elles ont aussi été pénalisées par la forte chute du rouble par rapport aux monnaies des fournisseurs (-39% /NZD en 2 ans et -12 à -31% par rapport aux monnaies des exportateurs sud-américains) qui n'a pas permis à la Russie de profiter de la baisse des cours internationaux. Les achats de fromages et de beurre ont été les plus impactés, ils sont tombés respectivement de 466 000 à 208 000 t et de 146 000 à 93 000 t entre 2013 et 2015. Avant l'embargo, en 2013, l'Union européenne était le 1^{er} fournisseur avec 257 000 t de fromages et 30 000 t de beurre.

La Biélorussie est le principal bénéficiaire de l'embargo : ce pays satellite a accru ses expéditions de beurre (+50% /2013), de fromages (+67%) et de poudre de lait (+23%), mais il n'a que partiellement remplacé l'UE. La Biélorussie a ainsi fourni 80% des importations russes de fromages et de beurre et la totalité de celles de poudre de lait, dont les volumes ont été maintenus à 142 000 t en 2015.

Croissance des fabrications de fromages

Avec une collecte en légère hausse, les transformateurs ont privilégié les fabrications de fromages et de beurre, en hausse de respectivement 18% et 5% /2014. Celles de laits conditionnés ont en revanche encore reflué à 9,1 millions de tonnes de lait.

Face à la forte demande intérieure en beurre, les transformateurs ont encore accru l'incorporation d'huile végétale (surtout huile de palme) dans les fabrications de fromages pour réduire les coûts de fabrications et accroître les disponibilités en crème. La hausse induite des fabrications de beurre a permis de compenser la baisse des importations.

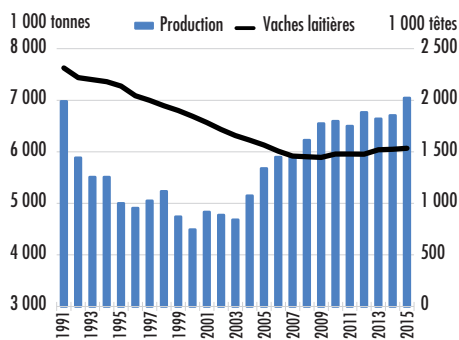
Après avoir décroché de 600 g en 2014, la consommation de fromages s'est stabilisée à 7,4 kg en moyenne par habitant en 2015, de même que celle de beurre (2,6 kg/hab.). En revanche, celle de laits conditionnés a encore reflué de 4 litres, à moins de 66 litres par Russe en 2015.

En 2016, la production laitière russe reculerait encore selon l'USDA. Le maintien de l'embargo sur les produits laitiers et la poursuite du plan national de soutien des investissements dans les grandes fermes laitières ne suffisent pas à relancer la production nationale. La demande intérieure est toujours affectée par la dépression économique provoquée par la chute des cours du pétrole et du gaz.

6 EUROPE BIÉLORUSSIE ET UKRAINE

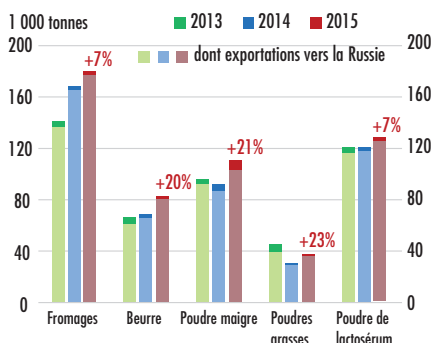


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL BIÉLORUSSIS



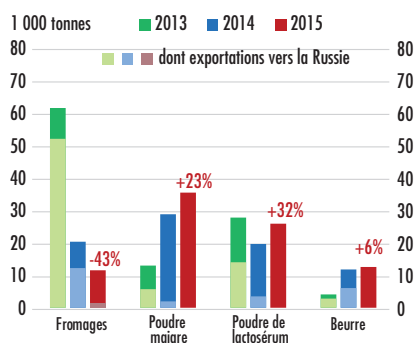
Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après sources nationales

EXPORTATIONS DE LA BIÉLORUSSIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

EXPORTATIONS DE L'UKRAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

L'embargo russe sur les produits laitiers européens booste la production biélorusse, mais affaiblit l'Ukraine.

La BIÉLORUSSIE bénéficie de l'embargo russe

La Biélorussie est le grand bénéficiaire de l'embargo russe qui a écarté l'UE, son principal concurrent sur le marché russe. Avec un cheptel faiblement croissant, sa production laitière a progressé de 5% /2014, à 7,0 millions de tonnes de lait, grâce à des disponibilités fourragères abondantes et un prix du lait stable en monnaie nationale. Ce prix a en revanche chuté de 22% à 243 €/t de lait, en raison de la forte dépréciation du rouble biélorusse, de 24% /2014 en euros et de 60% depuis 2011.

Les transformateurs laitiers ont accru en priorité les fabrications les plus demandées sur le marché russe : beurre (+20% /2014), ingrédients secs (+14%) et fromages (+7%). Ils ont notamment accru l'incorporation d'huile végétale dans les fromages afin de pouvoir commercialiser davantage de beurre. Ils ont en revanche réduit leurs expéditions de laits liquides et laits condensés.

Les exportations de produits laitiers ont bondi de 12% (+400 000 t), à 3,8 millions de tonnes équivalent lait soit 55% de la production laitière nationale. Elles ont en revanche nettement reculé en valeur (-25% /2014) à 1,7 milliard de USD. La Russie a absorbé 96% des ventes.

Dans le même temps, les importations ont reculé à moins de 100 000 t. La consommation intérieure de produits laitiers, qui n'absorbe plus que 45% de la production nationale, a en conséquence sensiblement baissé.

Sous réserve de bonnes conditions climatiques, la production biélorusse continuera de croître en 2016 pour approvisionner un marché russe qui restera en situation de pénurie tant que les produits de l'UE sont sous embargo.

L' UKRAINE affaiblie par l'embargo russe

La filière laitière est non seulement impactée par l'embargo russe, mais aussi par la crise économique qui affecte le pays dont le produit intérieur brut a chuté de 9% en 2015. Après un recul de 2% en 2014, la production laitière a chuté de 5% en 2015, à 10,7 millions de tonnes, malgré un maintien du prix du lait en Hryvnia. La production a décroché dans les élevages des particuliers qui réalisent encore trois quarts de la production nationale. Les entreprises laitières ont en revanche maintenu leur production dont la collecte est orientée en priorité vers la fabrication de produits de grande consommation pour le marché intérieur.

La fermeture du marché russe a provoqué une chute des fabrications de fromages, le produit laitier le plus exporté. Faute de débouché alternatif, les exportations de fromages ont été divisées par 5 en deux ans à 11 000 t. Les transformateurs ont à l'inverse accru celles de poudres de lait essentiellement exportées et de beurre surtout destiné au marché intérieur. Ils ont réussi à accroître leurs exportations grâce à des prix ultra-compétitifs facilités par la dévaluation de la monnaie nationale. Celle-ci a perdu 34% de sa valeur en euro en un an et près de 60% en 5 ans. En somme, les exportations de produits laitiers ont été globalement stabilisées au niveau historiquement bas de 2014. Grâce à des disponibilités intérieures abondantes, l'Ukraine a encore réduit ses importations de fromages, de 19 000 t en 2014 à 5 400 t en 2015, de même que celles de beurre (700 t contre 14 000 t en 2014).

L'USDA prévoit une poursuite du déclin de la production laitière ukrainienne qui tomberait à 10 millions de tonnes en 2016, malgré une petite reprise du produit intérieur brut.



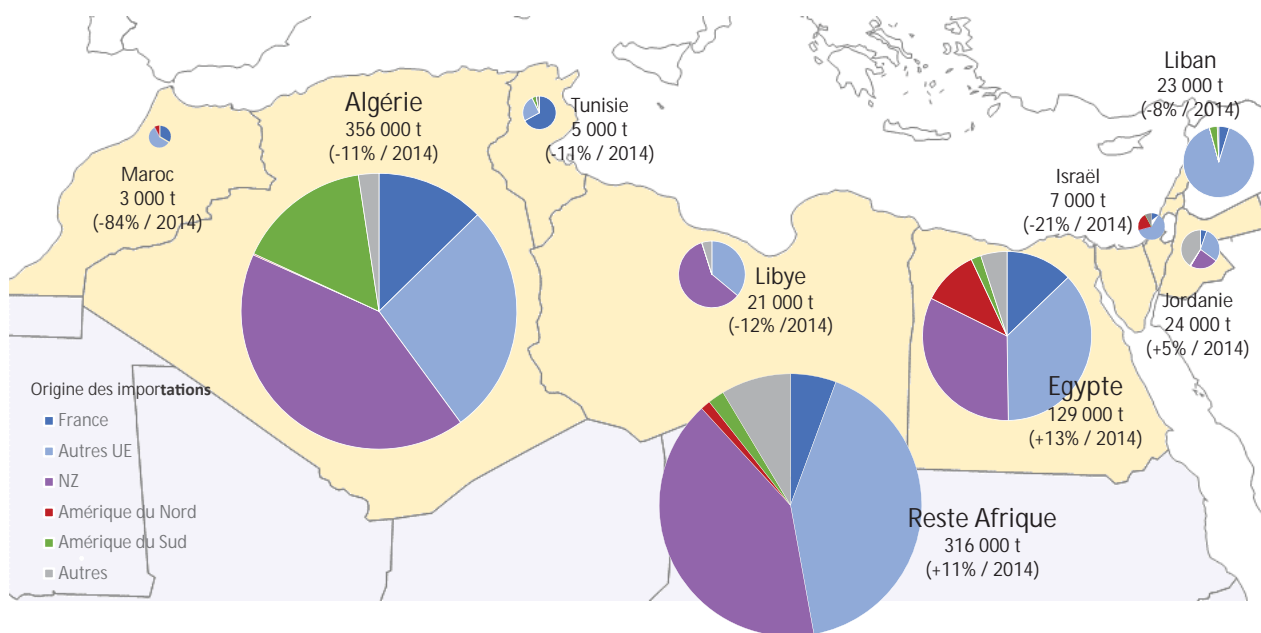
MÉDITERRANÉE



Reflux des importations

Le ralentissement de la croissance économique au sud et à l'est de la Méditerranée, lié à la fois à la chute des revenus pétroliers et à une instabilité politique grandissante, a contribué à limiter les importations de poudres de lait de la région (-8% /2014). L'Union européenne a perdu d'importantes parts de marché au seul profit de la Nouvelle-Zélande, en raison d'un rééquilibrage des importations en faveur des poudres grasses. Dans ce paysage méditerranéen, la Turquie fait figure d'exception, avec un marché intérieur très protégé et des ambitions à l'export vers les importateurs voisins.

IMPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SUR LES RIVES SUD ET EST DE LA MÉDITERRANÉE EN 2015

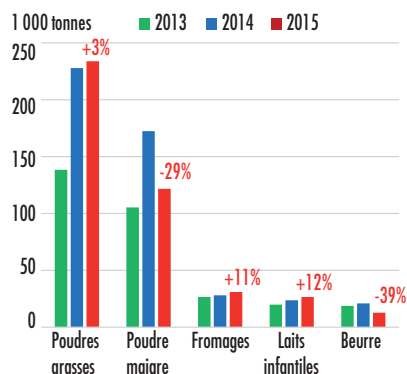


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

7 MÉDITERRANÉE ALGÉRIE, MENACÉS SUR LES IMPORTATIONS SUBVENTIONNÉES ?

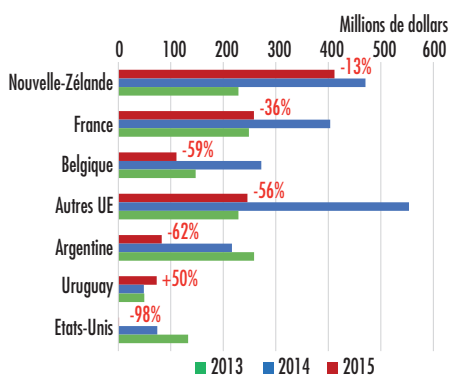


IMPORTATIONS ALGÉRIENNES DE PRODUITS LAITIERS PAR TYPE DE PRODUIT*



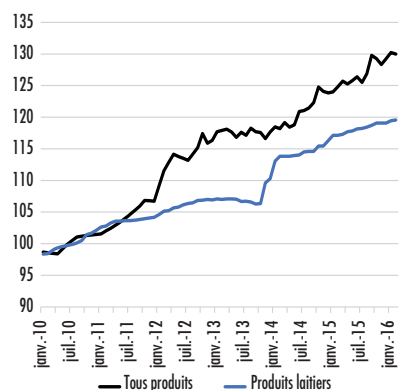
* À partir des douanes des pays exportateurs
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

IMPORTATIONS ALGÉRIENNES DE PRODUITS LAITIERS PAR FOURNISSEUR*



* À partir des douanes des pays exportateurs
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER (BASE 100 = 2010)



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ONS

Avec une production estimée entre 2,5 et 3,0 milliards de litres, le secteur bovin laitier algérien satisfait à peine 50% de la demande intérieure. Les importations, largement subventionnées par l'État, sont mises en péril par la baisse du prix du pétrole. Face à ce défi, le gouvernement a décidé d'employer les grands moyens.

D'importantes difficultés macroéconomiques

Le pétrole et le gaz représentent 95% des exportations et 60% des recettes de l'État algérien. Le pays est donc touché de plein fouet par l'effondrement du prix des hydrocarbures. D'autant plus que la production énergétique plafonne, faute d'investissements suffisants.

L'État a dû débloquer une partie de ses impressionnantes réserves de change pour combler son déficit commercial, évalué à 12% du PIB. Le dinar s'est en outre fortement déprécié, renchérissant d'autant les importations : il fallait 100 dinars pour obtenir un dollar en 2015, contre 80 dinars en 2014.

Baisse des importations laitières

Près de la moitié des poudres de lait importées par l'Algérie sont achetées par l'État puis rétrocédées à des transformateurs privés, chargés de fabriquer des sachets de lait pasteurisé vendus au prix subventionné de 25 dinars/l (0,20 €/l). Le gouvernement avait fait culminer ses achats au second semestre 2014, profitant de la baisse des cours mondiaux.

En 2015, l'aggravation de la contrainte budgétaire et des stocks importants ont conduit l'État à limiter ses importations, malgré le repli des prix mondiaux des produits laitiers industriels, en dollars mais aussi en dinars. Le secteur privé a accru ses achats, sans répercuter la baisse des cours sur les prix au détail.

Les importations algériennes de poudre maigre ont reculé de près de 30% à 122 000 t, mais celles de poudres grasses sont restées quasiment stables, à 233 000 t. Les achats de poudres européennes ont diminué d'un tiers, à 140 000 t. À l'inverse, les importations de fromages et de laits infantiles, intégralement réalisées par le secteur privé, ont continué leur progression (respectivement +11% et +12% /2014).

Un secteur laitier dépendant des aides d'État et du prix de l'aliment acheté

Environ un tiers du lait produit en Algérie est collecté et payé à prix de base fixe (34 DA/l payé par l'industriel + 12 DA/l de subventions, soit 46 DA/l ou l'équivalent de 370 €/1 000 l), le reste est auto-consommé ou vendu via des circuits informels.

La hausse du prix des fourrages, liée au renchérissement des importations de céréales et de soja et à une sécheresse persistante, a contraint l'État à déployer un vaste plan d'aide au secteur formel fin 2015 : le prix fixe passe à 50 DA/l, et une enveloppe de 200 millions € sur 5 ans est prévue pour stimuler l'investissement et faciliter l'accès au fourrage. Grâce à ces dispositifs et à l'importation de 240 000 génisses laitières, l'État algérien espère accroître la production de 1,8 milliard de litres à l'horizon 2019 et ainsi réduire considérablement la facture d'importation.

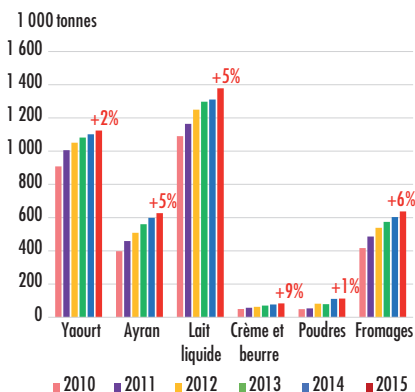
Le nouvel accroissement du déficit budgétaire de l'État algérien prévu pour 2016 constitue une vraie motivation pour la réalisation de cet objectif. Mais l'accès des exploitations au foncier, au financement et à la formation est aujourd'hui quasiment inexistant, et l'élevage laitier algérien importerait encore 60% de ses besoins en fourrage.

Face à une production qui patine, l'État devra continuer à importer massivement en 2016 afin d'approvisionner un marché intérieur où le manque de disponibilités en poudre de lait peut contribuer à une rupture de la paix sociale.

7 MÉDITERRANÉE TURQUIE, LE POIDS LOURD MÉDITERRANÉEN DÉSTABILISÉ

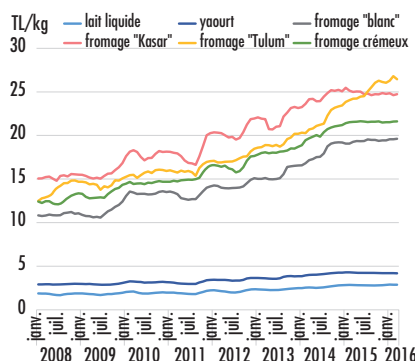


FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN TURQUIE



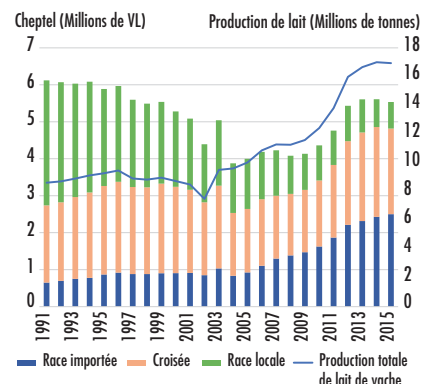
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Turkstat

PRIX À LA CONSOMMATION EN TURQUIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Turkstat

CHEPTEL DE VACHES ET PRODUCTION DE LAIT EN TURQUIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Turkstat

Avec 17 millions de tonnes de lait de vache produites en 2015, la Turquie est le poids lourd de la zone méditerranéenne. Les ambitions du secteur laitier turc sont fortes, avant tout pour le marché national où la demande augmente constamment, mais également à l'export. Malgré la forte protection du marché intérieur, la chute des cours mondiaux affecte le secteur laitier turc.

Collecte et fabrications en hausse

La part du lait collecté continue de progresser en Turquie. Sur une production de 17,0 millions de tonnes en 2015, 8,9 millions sont passées par les laiteries, soit +4% /2014 et +32% /2010.

Les fabrications industrielles sont donc en hausse continue. Les produits phares, en ligne avec la demande turque, sont les fromages, le yaourt, le lait liquide et le ayran (boisson à base de yaourt et d'eau).

Hausse de la demande nationale, mais baisse des volumes exportés

L'essentiel des fabrications turques sont consommées dans le pays, où la demande progresse notamment sous l'effet d'une démographie dynamique. La population turque a gagné 5 millions d'habitants en 5 ans pour grimper à 79 millions en 2015, sans compter les 2 millions de réfugiés syriens. Le PIB/habitant est lui aussi en croissance en monnaie nationale : il a augmenté de 11% en 2015 pour atteindre 25 130 TL/habitant, soit +6% en euros à 8 316 €/habitant.

Les industriels turcs manifestent de grandes ambitions à l'export, pour des fromages vers le Moyen-Orient principalement, et secondairement pour des laits liquides et des poudres. Ils sont toutefois confrontés à la baisse de la demande de certains pays pétroliers et à la concurrence accrue de l'Union européenne sur ces marchés. Le chiffre d'affaires export de la Turquie a donc chuté de 10% en 2015, à 211 millions d'euros. Les volumes de fromages exportés ont reculé de 4% à 42 000 t, ceux de lait liquide de 25% à 14 000 t et ceux de poudre de lait de 36% à 10 000 t.

Prix en baisse à la production, en hausse à la consommation

Le marché turc des produits laitiers est très protégé avec des droits de douane allant de 140 à 180%, à l'exception de quelques petits contingents pour certains fromages européens. Mais, il n'en est pas pour autant à l'abri de la tourmente des marchés mondiaux. La baisse des exportations a engendré des stocks de poudre qui pèsent sur les prix à la production. Le prix de référence, fixé à 1,15 TL/litre (0,36 euro pour 2015) par le Conseil laitier national¹, n'est plus respecté par certains industriels qui ont pris la liberté de payer leurs éleveurs largement sous ce prix depuis début 2016. Les organisations de producteurs ont donc quitté le Conseil laitier national en mars. Elles sont d'autant plus contrariées que les prix à la consommation ont, eux, beaucoup augmenté en 2015 : +8% pour le lait liquide, +4% pour le yaourt, +6 à +15% pour les fromages.

Abattages massifs de vaches tirés par le prix de la viande

Le cheptel turc, en hausse depuis 2007, a plafonné en 2014 avant de repartir à la baisse en 2015 (-1,3% /2014 à 5,54 millions de vaches laitières). Le cheptel de races importées, essentiellement des Holstein dans les grandes exploitations de l'Ouest du pays, a poursuivi sa hausse (+3,0% à 2,5 millions de vaches). Ce sont les cheptels de vaches croisées (-4,7% à 2,3 millions de vaches) et de races locales (-4,2% à 0,7 million), détenues par les petits éleveurs, qui ont décliné. La flambée des prix de la viande (+25% en moyenne annuelle), alors que le prix du lait restait bas, a en effet incité ces petits éleveurs à vendre leurs vaches.

Le ministre de l'agriculture, craignant l'hémorragie, a tout simplement interdit l'abattage des bovins laitiers à partir de mars 2016. Il réfléchit également à la mise en place d'une aide à la fabrication de poudre de lait.

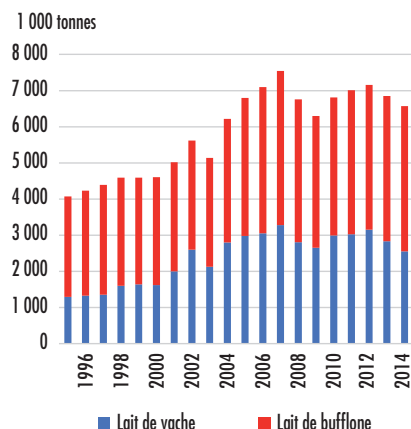
¹Instance regroupant des représentants des producteurs, des industriels et de 3 ministères.

MÉDITERRANÉE

EGYPTE, UN MARCHÉ CROISSANT CONTRAIT PAR LE PRIX

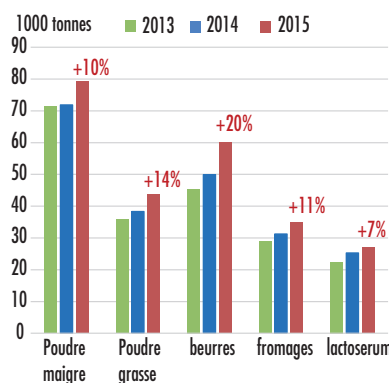


PRODUCTION LAITIÈRE EN EGYPTE



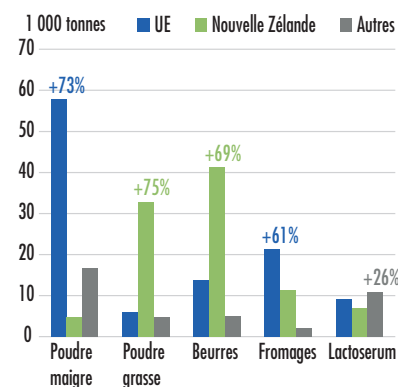
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Université de Tanta

IMPORTATIONS EGYPTIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

ORIGINE DES IMPORTATIONS EGYPTIENNES



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

Avec 90 millions d'habitants, l'Égypte est le pays le plus peuplé du bassin méditerranéen. Elle dépend fortement des importations pour satisfaire la demande alimentaire d'une population jeune et croissante au pouvoir d'achat limité. En 2015, Elle a profité de la baisse des cours mondiaux des produits laitiers pour accroître fortement ses importations.

Une production domestique qui stagne

Depuis 2005, la production laitière oscille entre 6,5 et 7,5 milliards de litres, selon les estimations de l'université de Tanta. 40 à 45 % sont produits par des vaches laitières et le reste par des bufflonnes. L'élevage est très atomisé : s'il existe quelques structures de grande taille souvent intégrées, 80% des vaches appartiennent à des fermes d'une ou deux laitières. Entre 2005 et 2015 les volumes de lait ont peu progressé, en raison notamment du renchérissement continu de l'alimentation du bétail importée. Les élevages dépendent largement de ces importations qui pallient le manque de surface agricole disponible, mais les cours mondiaux et l'affaiblissement continu de la livre égyptienne augmentent en permanence le coût de ces aliments.

La majorité du lait est autoconsommée ou vendue de façon informelle. Selon Tetra Pak en 2014, seuls 38% du lait liquide consommé en Égypte avait subi un conditionnement. Le pourcentage de lait collecté serait toutefois en nette progression.

Accélération conjoncturelle des importations

La production domestique égyptienne ne permet pas de couvrir la demande intérieure. L'Égypte est un importateur structurel de produits laitiers. Entre stagnation de la production et accroissement de la population, les volumes importés progressent rapidement (+8% par an en volume sur 2005-2015). L'année 2015 a été marquée par une accélération opportuniste des importations due à la chute des cours internationaux. Les volumes de poudre de lait écrémé, principal produit importé, ont progressé de 10% /2014 soit +7 300 t et ceux de beurre ont bondi de 20% /2014.

Le principal fournisseur est la Nouvelle-Zélande, avec respectivement 75% et 69 % des importations totales de poudres grasses et de beurre. L'Union européenne est le fournisseur majoritaire de l'Égypte en poudre maigre (73% des importations en 2015 dont Allemagne 26%, France 20%, Finlande 11% en 2015) et en fromages (61% de parts de marché en 2015 dont Pays-Bas 27%, Irlande 12% et Pologne 8%).

Demande potentielle très importante

Avec 92 kg équivalent lait entier par habitant, la consommation apparente de produits laitiers est faible et éloignée de la recommandation de l'OMS. Sa principale limite est le pouvoir d'achat des Égyptiens : 67 des 90 millions d'habitants dépendent de l'aide alimentaire de l'État pour l'achat des produits de base.

Ce pays, dont la population croît de plus d'un million d'habitants par an, possède un marché potentiel important qui suscite l'intérêt des grands producteurs mondiaux. En témoigne en 2015, la création d'une coentreprise entre Arla et le numéro un des produits laitiers en Égypte : Juhayna. Lactalis et Friesland-Campina sont également présents et actifs.

DOSSIER
MARCHÉ MONDIAL

PRODUITS
LAI TIERS

Année 2015
Perspectives 2016
N°469 - Juin 2016

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

**Dossier marché mondial
viande bovine 2015.**

Perspectives 2016. N° 468 - Mai 2016

Dossier annuel Ovins 2015

Perspectives 2016. N° 467 - Avril 2016

Dossier annuel Caprins 2015

Perspectives 2016. N° 466 - Mars 2016

Dossier annuel Bovins lait 2015

Perspectives 2016. N° 465 - Février 2016

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

**L'Inde, leader émergent sur le marché
mondial de la viande bovine.**

N° 463 - Décembre 2015

Lait en Europe du Nord. Forces, faiblesses et
potentiels en 2020. N° 462 - Novembre 2015.

Où va le bœuf ? Vers toujours plus de transfor-
mation ! - N° 461 - Octobre 2015

Lait en Europe du Nord. De grands écarts
entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes
- 11 fiches thématiques et comparatives -
N° 460 - Septembre 2015

**Dossier La filière viande bovine
aux États-Unis.** Performante et offensive.

N° 459 - Juillet-Août 2015

